

N° 664 du 5 au 12 juillet 1975 3 F 50
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

tribune

socialiste



chausson :



les terroristes

CHILI : deux documents secrets

- Les consignes de Pinochet à ses ambassadeurs
- La junte chilienne vue par l'armée française

Sommaire

- **POLEMIQUE** : Maurice Duverger et l'horreur du « deuxième pouvoir » p. 4
- **PONIA** : une certaine idée de la droite p. 5
- **CHAUSSON** : le hold-up p. 6
- **PARISIEN LIBERE** : les enjeux p. 7
- **LE CONGRES DE LA CGT AU BOURGET** p. 8-9
- **CINEMA** : « profession reporter » p. 12
- **LIVRE** : Dubcek accuse p. 12
- **LES ROTATIVES DU PSU** p. 13
- **PORTUGAL** : une assemblée populaire p. 14
- **CHILI** : les consignes de Pinochet à ses ambassadeurs p. 15

Le centre populaire de formation socialiste

Ouvert aux travailleurs, aux étudiants, aux intellectuels, aux militants syndicalistes et politiques, le Centre populaire de formation socialiste se propose d'aborder à travers quatre cycles d'études (Marxisme et philosophie, analyse marxiste de l'économie, histoire du mouvement ouvrier, critique des pratiques sociales) les principaux thèmes de la réflexion marxiste autogestionnaire d'aujourd'hui. Enrichir la formation politique et théorique, étendre les connaissances, pour permettre une meilleure intervention consciente dans la lutte des classes, telle est la fonction que le Centre populaire de formation socialiste voudrait jouer.

CYCLES D'ANALYSE MARXISTE DE L'ECONOMIE

Direction Pierre Naville et Gilbert Estève

Première séance :
Vendredi 26 septembre

L'objet de ce cycle d'économie marxiste est, après l'exposé nécessaire des fondements de la théorie marxiste, de proposer une approche critique, concrète et actuelle des contradictions du capitalisme à l'échelle internationale, des « modèles » socialistes et de leur insertion dans les structures économiques mondiales. Il est également de préciser à la fois diverses stratégies de la bourgeoisie face à la crise et la stratégie du contrôle en tant qu'étape fondamentale d'une transformation radicale des rapports de production actuels vers l'autogestion.

I. Les fondements de l'exploitation capitaliste (3 séances)

1. La théorie de la valeur
2. Le capital et la plus-value

3. La division capitaliste du travail et la lutte des classes.

II. Le développement du capital et les contradictions du capitalisme (2 séances)

1. Les crises périodiques et l'apparition de nouveaux stades
2. Pillage, échange inégal et impérialisme.

III. Le rôle économique de l'Etat

L'Etat, garant du profit des monopoles. La théorie du capitalisme monopoliste d'Etat.

IV. La crise : vers une nouvelle division internationale du travail ? (2 séances)

1. L'inflation et la crise du système monétaire international
2. Les Multinationales et la stratégie du capital.

V. Le COMECON et son insertion dans le capitalisme mondial.

VI. Le modèle chinois.

VII. L'Economie capitaliste française dans le capitalisme international.

VIII. Economie politique, contrôle, Autogestion.

Les droits d'inscription sont de 25 F pour un cycle, 40 F pour deux, 60 F pour trois et 70 F pour les quatre.

Retourner ce bon d'inscription à :
CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE - 9, rue Borromée - 75015 Paris.

Les chèques doivent être adressés à M. Pierre GARRIGUES CCP 23 412 64 Paris 37, Ave Foch - 75116 Paris.

Les « vacances » dans les fédés du PSU

● Doubs-Besançon : permanence tous les mercredi de 7 h à 8 h 30.
Siège de Combat Socialiste : 5, rue des Vignes - Besançon.

● Bouches-du-Rhône : permanences pendant le mois de juillet.

● Rhône : permanence tout l'été (18 h - 20 h), au local PSU : 61, rue des Tables Claudiennes, à Lyon. Tél. : 27.39.24.

● Pas-de-Calais : jusqu'au 15 août, tél. : 34.68.15 - Simon : 39, rue Toulouse Lautrec, ou Sprogis : 14, rue St-Nicolas.

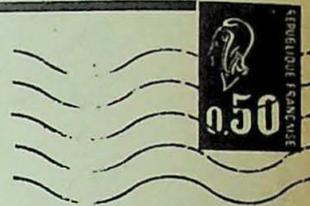
● Gironde : tous les mercredi à partir de 18 h 30, au local du PSU : 10, rue du Cancéra - 33 000 BORDEAUX.

● Périgueux : 8, rue Michel Roulland, permanence en juillet tous les jeudi de 18 h jusqu'à 19 h 30.

● Avignon Vaucluse : permanence pendant la période du Festival : du 15 juillet au 15 août, 12, rue Paul Sain - 84 000 Avignon.

Bernard C. postier,

à ses parents agriculteurs



Paris, le 30 juin.

Mes chers parents,

Dans ma dernière lettre, je vous parlais des conditions de plus en plus dures qui règnent dans la région parisienne pour nous autres travailleurs. Comme vous le savez déjà probablement, que ce soit au Parisien, chez Chausson, ou dans la manière dont nos revendications sont traitées par les journaux et par la radio, nous sommes en permanence agressés par les chiens, par les flics et par la presse pourrie.

C'est pourquoi, je suis allé à la manif du 26 juin, parce que j'étais d'un service qui, heureusement, finissait avant 17 heures. Il faut dire que, pour les PTT, on était bien moins nombreux qu'en novembre. Ce n'est pas qu'on n'ait pas envie de se battre, mais les copains ne sont toujours pas revenus de la manière dont notre grand mouvement a été laissé à peu près isolé et finalement battu. C'est un peu d'auteurs ce qui me serrait le cœur quand je voyais les copains du Parisien ou de Chausson, ou des Câbles de Lyon nombreux, déterminés, et apparemment confiants. C'est vrai qu'on était nombreux ; c'est vrai aussi que pour ce qui était de la liberté, et en particulier les libertés des travailleurs, on n'en a pas des masses entendu parler.

Comme j'étais juste derrière le cortège de tête, je suis resté une heure place de la Bastille. Les gens autour étaient plutôt sympathisants avec notre manif. Mais par contre, il y avait des aspects pas du tout sympathiques. Tous nos copains de la CGT, que j'avais déjà vus dans le service d'ordre à d'autres reprises, étaient d'une intolérance féroce à l'égard de tout ce qui n'était pas rigoureusement le Programme Commun.

Même un copain, postier comme moi, qui distribuait un tract du comité de soutien aux Espagnols, se les est fait arracher. Je dois dire que ça m'étonne beaucoup de la part des gars du PC et de la CGT parce que, chez nous, dans notre bureau de tri, ils nous expliquent toujours que ce qui est important c'est l'unité de tous les travailleurs et de tous les démocrates. Je ne sais pas si mon copain est un démocrate ; mais ce dont je suis sûr, c'est que c'est un travailleur.

Alors vous comprenez que, dans ces conditions, j'ai l'impression que leurs mots d'ordre « Union, Action, Programme Commun » ne servait pas du tout à nous donner une perspective pour qu'on s'organise nous-mêmes pour chasser la bande d'anti-ouvriers qui sont au pouvoir.

Justement, à ce propos, il y avait un petit groupe qui était quand même assez nombreux et qui criait : « lutte, contrôle, autogestion » et « auto-défense ouvrière ». J'ai pas tout de suite compris ce que ça voulait dire exactement, mais quand ils m'ont expliqué que autogestion et auto-défense ça voulait dire que c'était nous-mêmes qui prenions en mains nos affaires et que c'était comme ça qu'on créerait le pouvoir des travailleurs, j'ai eu envie de travailler avec eux parce que je commence à croire que c'est la voie.

Je vous embrasse
PCC - Jacques THIBAUT



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMÇEN

Comité de rédaction :

Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUEZ, Maurice NAJMAN, Jean PATERMAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAUT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef :
Philippe MARIÉLIE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

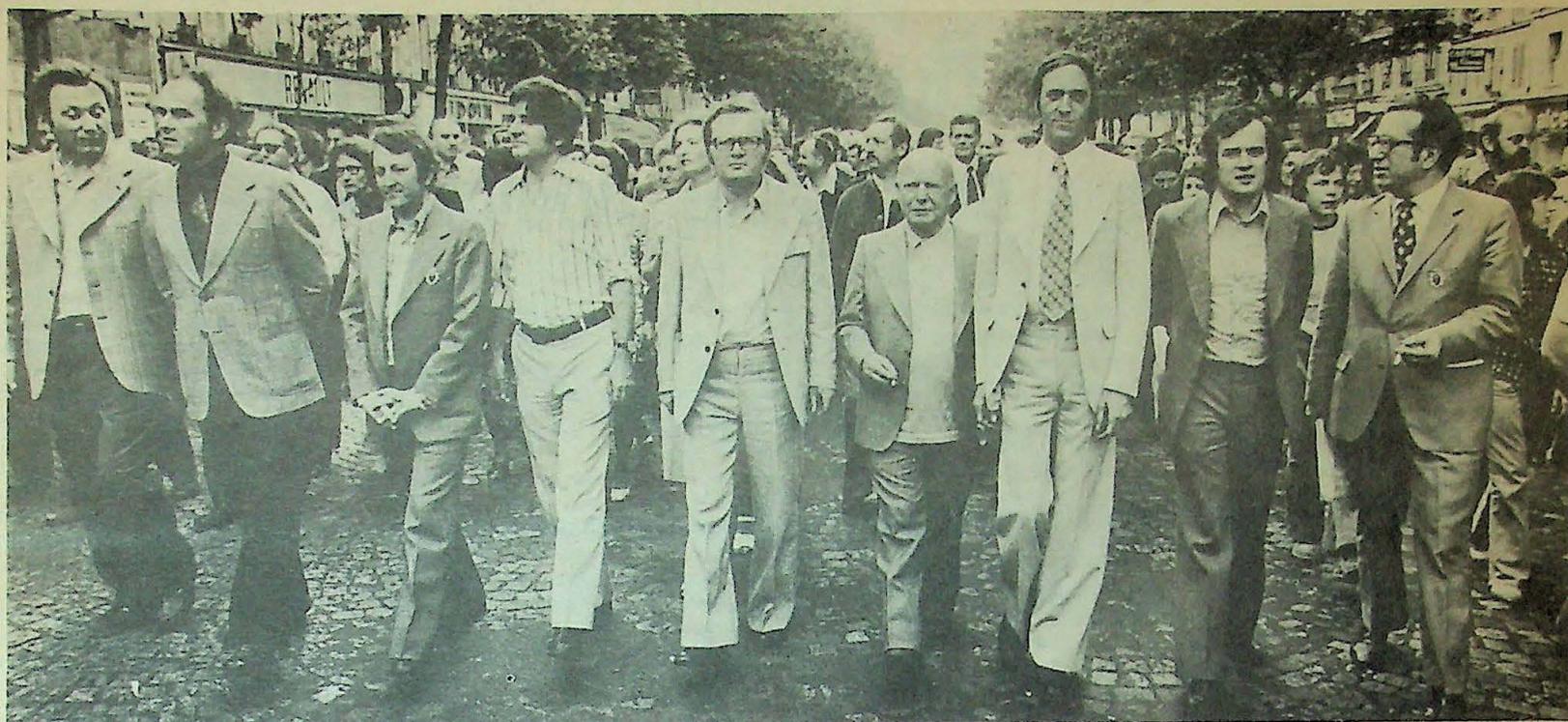
Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an - 60 F pour six mois. Soutien : 150 F



L'esprit du 26 juin

Le PSU a participé, le 26 juin, à Paris et dans de nombreuses villes de province, avec la CGT, la CFDT, la FEN, le parti communiste français et le parti socialiste aux manifestations organisées en réponse à l'escalade des agressions patronales et policières contre les travailleurs en lutte. Le communiqué commun lancé par les organisations syndicales et politiques à cette occasion revêt une grande importance. Non seulement par son contenu, qui témoigne d'une nette aggravation de la lutte des classes, mais aussi parce qu'il s'agit d'une forme nouvelle de l'unité d'action.

Il est significatif que le mouvement des radicaux de gauche n'ait pas pris part à cette riposte unitaire. Par contre, un front politico-syndical a pu se réaliser pour la première fois depuis de longs mois. Le front déborde, tant du côté syndical que du côté politique, l'alliance du programme commun et l'événement vient ainsi apporter une confirmation à notre analyse et à l'orientation que nous défendons depuis le congrès d'Amiens. Lorsque se posent des problèmes de lutte réelle contre le patronat et contre le pouvoir, il est nécessaire et possible de parvenir à l'unité d'ac-

tion avec les organisations les plus représentatives de la classe ouvrière, quelles que soient nos divergences stratégiques et leurs propres conflits.

Certes, nous n'allons pas nous satisfaire de ce premier pas. Il nous faut poursuivre dans cette voie. Ce qui a été réalisé à propos de la lutte contre des cas particulièrement odieux de répression doit devenir la pratique systématique des organisations ouvrières. La violence patronale et policière qui vient encore de se manifester contre les travailleurs de Chausson n'est que la conséquence logique de l'application du plan d'austérité : il

est bien vrai, comme le dit le texte commun, que le voile du libéralisme giscardien se déchire.

Mais il ne suffit pas de le constater et d'appeler à la solidarité avec les victimes de la répression. C'est seulement dans la mesure où la lutte des travailleurs reste une bataille dispersée qu'une telle répression peut s'exercer. Le pouvoir et le patronat seraient impuissants face à une offensive coordonnée et généralisée, prenant pour cible le plan Giscard-Fourcade. Les travailleurs en sont de plus en plus conscients. Les calculs électoraux à longue échéance ne pourront tenir lieu de réponse aux exigences de solution aux problèmes immédiats qui leur sont posés, qu'il s'agisse de l'emploi, des salaires, des conditions de travail et des libertés syndicales.

Parallèlement à sa politique de répression contre la classe ouvrière, le pouvoir développe une offensive spectaculaire contre les partis de gauche. François Mitterrand a tort de

n'y voir qu'un signe « d'énervement ». Des hommes comme Poniatowski et Chirac savent que, dans la passe difficile que traverse l'équipe dirigeante, il leur faut chercher à diviser et à isoler l'adversaire.

La réponse politique à ces attaques, c'est aussi le renforcement et l'élargissement de l'unité d'action. Si l'on prend en compte ces aspects nouveaux de la situation, on sent encore mieux la nécessité de dépasser les conclusions de la rencontre au sommet du 19 juin entre les représentants de l'union de la gauche. Ceux-ci s'étaient préparés, semble-t-il, à une période relativement calme où pourraient se poursuivre des débats tranquillement « conflictuels » entre partenaires du programme commun. Mais voici que tout bouge sur le terrain. Une dure bataille de classe est engagée sur tous les plans. C'est dans ce contexte que le PSU s'est adressé aux organisations de gauche. Il s'agit de savoir si l'esprit du 26 juin l'emportera.

Victor LEDUC ■

les vacances inquiètes de Giscard

Giscard d'Estaing a perdu de sa superbe. Il essaie de convaincre les Français qu'il n'y a pas lieu d'être inquiets. La méthode Coué n'a aucune efficacité quand le pouvoir d'achat continue à se dégrader, les conditions de vie et de travail à empirer, et le chômage à se développer.

L'illusionniste de mai 1974 ne fait plus illusion. Il doit reconnaître son incapacité à faire face à la crise et du même coup à regretter la crispation de la vie politique et sociale. A force de répéter qu'il ne se passera rien, il ne convainc plus personne. Il ne fait que masquer son inquiétude devant une situation qu'il ne maîtrise pas.

Devant le vide du discours présidentiel, force est de constater que

la politique du pouvoir, c'est celle qui se profile depuis quelques semaines, celle qui consiste à résoudre les conflits sociaux à coup de provocation, de menaces et d'interventions policières.

Le pouvoir s'est mis en vacances : à la rentrée, Giscard nous promet de nous faire connaître les résultats de sa réflexion. Les forces populaires, elles, n'attendent pas. Elles ont montré qu'elles étaient capables de répondre dans l'unité aux attaques du pouvoir. Elles sauront utiliser les mois à venir pour passer résolument à l'offensive.

BN du PSU - 30 juin ■

polémique :

Maurice Duverger et l'horreur du « deuxième pouvoir »

◇ Son article intitulé « le deuxième pouvoir » est une mise en garde adressée aux Portugais sans doute, mais surtout aux socialistes français, contre les dangers du « deuxième pouvoir », c'est-à-dire, du pouvoir qui, naissant d'en bas « face à l'appareil d'Etat et aux grandes organisations qui en assurent le fonctionnement », cherche à s'imposer et à renverser les bases de la domination de classe.

« un jeu de l'esprit »

La condamnation des thèses du CERES (1), des révolutionnaires chiliens, portugais et autres gauchistes est sans appel. Le « deuxième pouvoir » était selon Maurice Duverger, condamné à ouvrir la porte en Russie à un « Etat centralisé », ou au Chili à un Etat fort et réactionnaire. La République des conseils n'a jamais existé, elle est donc un non-sens. Et notre professeur-exorciste la raye de la carte.

Que le pouvoir des soviets en Russie n'ait pas duré longtemps, nous pouvons certes l'accorder à Duverger. Il a cependant duré assez longtemps pour que la puissance de l'idée du pouvoir ouvrier ait survécu jusqu'à nous. On pourrait même ajouter que toutes les révoltes contre le stalinisme dans les pays de l'Est (Berlin 1953, Pologne 1956, Hongrie 1956, Tchécoslovaquie du Printemps de Prague) ont pris naturellement la voie des conseils ouvriers.

« la faute aux gauchistes »

Si le gouvernement Allende a été balayé par le putsch fasciste, c'est la faute aux gauchistes et aux ouvriers révolutionnaires chiliens : « les gauchistes du MIR appuyés par une fraction du parti socialiste ont emprunté la voie du deuxième pouvoir... ». Ils ont contribué ainsi à briser les cadres légaux de l'appareil d'Etat et laissé la place à « l'organi-

Dans un article du Monde paru après la Convention du PS sur l'autogestion, le professeur Maurice Duverger, expert en sciences politiques, met les pieds dans le plat et exprime tout haut ce que pensaient réellement Mitterrand et la direction du PS...

sation la plus forte et la plus dure », en l'occurrence les fascistes de Pinochet.

Malheureusement pour notre professeur en socialisme, les leçons qu'à tirées, que tire aujourd'hui encore, le mouvement ouvrier chilien vont exactement à l'encontre de sa thèse. C'est pour ne pas avoir été « jusqu'au bout », pour ne pas avoir brisé l'ancien appareil d'Etat bourgeois, que le gouvernement Allende a succombé. C'est parce que l'armée chilienne (un des piliers fondamentaux de l'appareil d'Etat bourgeois) n'a pas été démantelée, que le mouvement ouvrier chilien a été défait. C'est, en d'autres termes, parce que « le deuxième pouvoir » n'a pas pu s'affirmer. Qui s'est opposé à cela dans les rangs de l'Unité Populaire ?

Le professeur Duverger pense sans doute que les travailleurs chiliens ont eu tort de s'engager dans un processus révolutionnaire d'occupation des usines et de contrôle populaire. De la même manière, les ouvriers russes ont eu tort de former des soviets : quel n'eût pas été leur bonheur s'ils avaient laissé Kerensky au pouvoir ! Mais nos « socialistes » devraient maintenant le savoir : on ne peut en même temps manger le gâteau et le garder ; ou on engage un mouvement et on se prépare à aller jusqu'au bout de ses conséquences, ou on ne « bouge » pas : là est le véritable « réalisme ».

L'homme à abattre

L'homme à abattre, pour notre cher professeur, c'est Otelo de Carvalho, dirigeant des forces de sécurité, l'un de ceux qui symbolisent aujourd'hui au Portugal le radica-

lisme révolutionnaire et le « deuxième pouvoir ». Le parallèle entre le Portugal et le Chili est difficile à faire : alors qu'au Chili l'armée, pilier fondamental de l'appareil d'Etat, restait intacte aux mains de la bourgeoisie, le processus inverse s'est produit au Portugal. La révolution s'est installée au cœur de l'armée et l'armée — du moins ses secteurs les plus radicaux — s'installe au cœur de la révolution et contribue à la propager.

C'est cela qui inquiète Duverger. C'est un homme du juste milieu, il a l'horreur que le pouvoir bascule. Pour lui, il suffit d'occuper le gouvernement pour que le socialisme, se servant des institutions de l'Etat, triomphe. Méprisant toutes les leçons de l'histoire, il défend l'Etat, les partis, les appareils, les bureaucraties, sans se préoccuper de la nature des forces sociales en mouvement.

leur Etat, et le nôtre

Le « socialisme » dont rêve Duverger n'a jamais existé. Aucun gouvernement « socialiste » occupant le pouvoir n'a jamais transformé les rapports de production bourgeois, ni à fortiori l'Etat, en instruments servant les intérêts des exploités. Duverger est donc un doux rêveur.

Mais lorsqu'il parle d'un pays comme la France (où selon lui le « deuxième pouvoir » serait encore moins viable) il devrait au moins prendre en compte les aspirations qui s'y sont exprimées à certaines périodes historiques et qui continuent à s'exprimer aujourd'hui : sans parler de l'embryon de double pouvoir qu'a été le mouvement d'occupation des usines en juin

1936 ou celui de la résistance populaire en août 1944-janvier 1945 (mais, à ce moment-là, Duverger avait d'autres chats à fouetter...), Mai 68 et le développement des luttes ouvrières depuis cette période ont montré la vigueur, le retentissement des aspirations « de double pouvoir ». Lip et tous les mouvements actuels montrent qu'en dépit de la tactique des états-majors les travailleurs veulent de plus en plus prendre en mains leurs propres affaires : c'est la seule forme authentique de la « démocratie ». Voilà pourquoi « l'autogestion » est un mot populaire, que certains cherchent à dévoyer.

Dans une société industrielle avancée, comme la nôtre, le développement hyper-centralisé et bureaucratique de l'appareil d'Etat devient intolérable pour des générations nouvelles dont le niveau de conscience arrive à un stade supérieur. De même les organes de l'appareil d'Etat, ses forces de coercition (armée, police, justice) sont contestés par une masse croissante de travailleurs manuels et intellectuels y compris de l'intérieur. En même temps, s'affirme l'idée que, dans une société industrielle où les forces productives sont largement suffisantes (mais exploitées dans un sens favorable à l'exploitation capitaliste), il suffirait de peu de choses pour assurer une véritable démocratie, une démocratie du peuple par le peuple. Ce peu de choses, c'est la révolution socialiste. Son moyen : le « deuxième pouvoir », celui des travailleurs, l'autogestion socialiste.

Maurice Duverger, lui, préfère la voie de l'Etat avec un E majuscule, mais son Etat c'est celui de la bourgeoisie ; ce n'est pas le nôtre.

Jean VERGER ■

(1) Bien que le CERES édulcore passablement la stratégie du double pouvoir puisqu'il suppose possible l'articulation (établie par le parti) entre les organismes de pouvoir à la base et le gouvernement occupant l'Etat bourgeois.

Lénine :



sur la dualité de pouvoir

◇ « En quoi consiste la dualité du pouvoir ? En ceci qu'à côté du Gouvernement provisoire, du gouvernement de la bourgeoisie, s'est formé un autre gouvernement, faible encore, embryonnaire, mais qui n'en a pas moins une existence réelle, incontestable, et qui grandit : ce sont les Soviets des députés ouvriers et soldats.

Quelle est la composition de classe de ce deuxième gouvernement ? Le prolétariat et la paysannerie (sous l'uniforme de soldat). Quel en est le caractère politique ? C'est une dictature révolutionnaire, c'est-à-dire un pouvoir qui s'appuie directement sur un coup de force révolutionnaire, sur l'initiative directe, venant d'en bas, des masses populaires, et non sur une loi édictée par un pouvoir d'Etat centralisé. Ce pouvoir est

tout différent de celui qui existe généralement dans une république démocratique bourgeoise parlementaire du type habituel et qui prévaut jusqu'à présent dans les pays avancés d'Europe et d'Amérique. C'est une chose qu'on oublie souvent, à laquelle on ne réfléchit pas assez, alors que c'est là l'essentiel. Ce pouvoir est du même type que la Commune de Paris de 1871, type dont voici les principales caractéristiques :

1) la source du pouvoir n'est pas la loi, préalablement discutée et votée par un Parlement, mais l'initiative des masses populaires, initiative directe, locale, venant d'en bas, un « coup de force » direct, pour employer une expression courante ;

2) la police et l'armée, institutions

séparées du peuple et opposées au peuple, sont remplacées par l'armement direct du peuple tout entier ; sous ce pouvoir, ce sont les ouvriers et les paysans armés, c'est le peuple en armes qui veillent eux-mêmes au maintien de l'ordre public ;

3) le corps des fonctionnaires, la bureaucratie sont, eux aussi, remplacés par le pouvoir direct du peuple, ou du moins placés sous un contrôle spécial ; non seulement les postes deviennent électifs, mais leurs titulaires, ramenés à l'état de simples mandataires, sont révocables à la première demande du peuple... »

tiré de la Pravda n° 28 du 9 avril 1917
— œuvres complètes de Lénine, tome 24 : Editions sociales ■



Ponia : une certaine idée de la droite

La chicane entre les deux cousins concurrents vient du redressement inattendu de l'UDR. Après la réunion de son Conseil national, Chirac reste le maître à bord incontesté, même s'il a passé la barre pour la forme au pâle successeur. Et le pauvre Chaban désabusé — et complètement hors de course — de constater que rien n'a changé... Mais ce subterfuge permet à Chirac de jouer sur la partition politique une gamme de rengaines utiles, depuis la confirmation grave d'une fidélité répétée à l'occupant actuel de l'Elysée, jusqu'à l'esquisse d'une destinée présidentielle rendue possible par le réveil de l'UDR.

C'est dire que les velléités de concurrence amorcées par les républicains indépendants ont été toisées avec le regard condescendant du bœuf qui voit la grenouille s'agiter pour enfler.

Tir rectifié

Le rêve, caressé un moment par Ponia et les républicains indépendants, de gober une UDR qu'on avait cru un instant chancelante et maussade, est remis à plus tard. Comme est abandonné le projet de fondre le mouvement gaulliste dans « une organisation d'ensemble de la majorité présidentielle permettant aux Français d'apporter leur soutien personnel à Valéry Giscard d'Estaing ». Réaliste, Ponia s'est vite rendu compte que l'UDR au mieux de sa forme était « plus sûre d'elle-même et dominatrice » que jamais. Aussi a-t-il rectifié son tir. Sa nouvelle entreprise relève à ses dires « de la nécessité de mieux équilibrer cette majorité de façon à ce qu'elle traduise l'évolution née de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing et permette et garantisse la liberté d'action du Président ». Pour cela il faut rassembler les réformateurs, les indépendants et autres « centristes » qui jusqu'à présent cèdent plus à la chamaille qu'à l'esprit d'unité. Il est également fait appel au soutien indivi-

Dans la majorité, malgré le sourire unitaire, les coups bas pleuvent. Le combat entre les deux champions bat son plein. Chirac, fort du capital électoral qu'il tient d'une main de fer, pose déjà pour la photo avec les allures de successeur patenté. Mais ce n'est pas sur ce terrain-là que Ponia veut se mesurer. Il donne de la voix pour s'affirmer porte-parole de la future majorité présidentielle, celle qu'il souhaite façonner à sa guise.

On a parlé d'un concours pour l'élection du Monsieur muscle de la majorité. On aurait tort cependant de n'y voir qu'un cirque politique destiné à amuser les foules. De même, il serait incomplet et erroné de conclure que les facéties, à la fois concurrentes et complémentaires des deux protagonistes, feraient le jeu calculé d'un président serein, affermi dans son pouvoir par les tribulations de ses deux fidèles qui ne seraient pas toujours d'accord sur les moyens, mais resteraient unis dans la commune volonté de servir le maître. Les choses ne sont pas si simples.

duel des Français au Président, au-delà de toute appartenance à quelque formation politique. Mieux, on prie avec insistance les électeurs socialistes de se retirer d'une union contre nature avec les communistes.

Tout ça, c'est quand même de la guéguerre. La dernière trouvaille qui ait jailli de l'éminence grise du pouvoir, Ponia nouvel abbé Dubois, pourra, par contre, s'avérer d'une redoutable efficacité. Il s'agit de préparer une véritable pépinière des futurs cadres de la société bourgeoise de demain. Le club **Agir pour l'avenir** que Ponia animera, même quand il aura quitté la direction des républicains indépendants, doit voir éclore une nouvelle génération de jeunes champions de la majorité giscardienne. Ponia, pas complètement Fouché mais rusé tout de même, veut instituer ainsi une promotion des candidats à la candidature.

Pour ces jeunes cadres dévorés d'ambition, l'appât et la récompense seront constitués par des places et des postes officiels dans l'appareil d'Etat. Cela risque d'entremêler les fonctions administratives et la responsabilité de partis politiques mais c'est un bon moyen de doubler l'UDR sur un point sensible, tout en se servant de son potentiel électoral.

Voilà l'astuce. Aux Etats-Unis, ce système s'appelle le système des dépouilles. Dans la réalité française cela reviendra à officialiser des pratiques de plus en plus courantes. Mais il fallait le dire.

Le libéral à la matraque

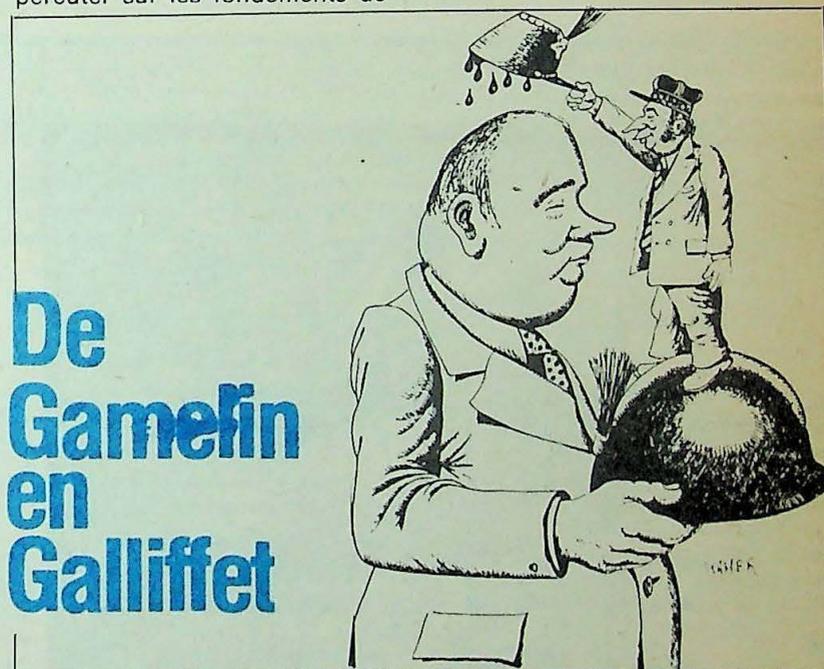
A l'intérieur du beau monde majoritaire, tout ceci n'ira pas sans craquements et sans heurts. Ces secousses risquent de se répercuter sur les fondements de

l'autorité du président de la République, clé de voûte du système installé par la bourgeoisie à ses mesures. Pour assumer de pareilles contradictions le fondateur du gaullisme avait mieux la main. On peut comprendre sur ce point la nostalgie de ses inconditionnels.

Giscard, lui, avait cru qu'à force de parler réforme il finirait bien par calmer et satisfaire tout son monde. Or du fait même de ces réformes, les contradictions s'accroissent. Sur la toile de fond de l'actualité, se fond jusqu'à disparaître un Président dissertant sur les futurs mérites de sa société libérale vers laquelle la France se ferait « avancer » en douceur. Mais au premier plan de la scène, Ponia la matraque s'avance, vociférant ses menaces contre les travailleurs en lutte, les organisations syndicales et les partis politiques de l'opposition.

Alors, fiction d'un côté, dure réalité de l'autre ou carotte et bâton avec répartition des tâches. Cependant une lumière crue est jetée sur les embarras actuels du pouvoir face à une situation sociale qui le préoccupe et qu'il est loin de maîtriser.

Alain TLEMCEN



P.S.U. - Documentation

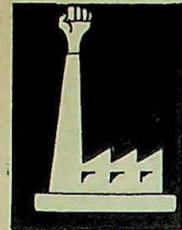
N° 86 / 87 / 88 Le chômage sous produit du capitalisme F. 6.00

N° 89 / 90 / 91 Militer contre le militarisme F. 6.00
N° 92 / 93 Une section du P.S.U. à PARIS F. 4.00

Numéros disponibles :

N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse	2.00	consommation	4.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes	2.00	N° 70.71.72 Coopération du néo-colonialisme	4.00
N° 26 Rosa Luxembourg	1.00	N° 75.76.77 Le PSU Dossier d'Accueil	4.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international	2.00	N° 78.79 Sur la Question agraire	3.00
		N° 80.81.82.83.84 PORTUGAL	

N° 42.43.44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université	3.00	en lutte,	6.00
N° 51 Le recrutement	1.00	N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau	2.00
N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école	3.00	Abonnement : 20 N°	F 30.00
N° 56.57 Sionisme et libération	4.00	A adresser à :	
N° 67.68.69 Capitalisme et		Editions Syros	
		9, Rue Borromée, 75015 Paris	
		C.C.P. 19 706 28 Paris	



Chausson : le hold-up

La direction a ainsi violé la légalité bourgeoise puisque les jugements des 5 et 25 juin rendus par les tribunaux refusaient d'ordonner l'évacuation. Mais les flics n'étaient pas seuls : ils étaient là pour permettre à la direction d'évacuer dans une quinzaine de camions des outils de presse, nécessaires pour continuer, ailleurs qu'à Gennevilliers, la production des carrosseries de R4 et R6.

les pirates dans l'usine

A cet acte de piraterie pure et simple, les travailleurs ont répondu au coup pour coup. Mobilisés par centaines, dès dimanche matin, ils ont harcelé les flics. Dimanche après-midi, ils se sont opposés au départ de quatre camions, ont crevé les pneus, et les ont disposés devant les portes de l'usine pour empêcher les autres de sortir. Ils ont maintenu une garde toute la nuit de dimanche à lundi, aidés par la population de Gennevilliers. A trois heures et demi du matin, une violente charge était repoussée à coups de pierres, mais aussi de bouteilles, de pots de fleurs jetés des immeubles voisins par les habitants.

Ce n'est que lundi matin, à 7 heures, que les patrons pouvaient éva-

Dans la nuit de samedi à dimanche, les CRS ont été lâchés sur Gennevilliers, Meudon, Villeneuve-la-Garenne, et les travailleurs de Chausson. Après 47 jours d'occupation, la direction qui avait tout tenté pour diviser les grévistes et casser le mouvement, a utilisé la seule arme qui lui restait ! La répression massive pour chasser les ouvriers de l'usine.

cuer de Gennevilliers les camions d'outillage. Pour cela, les CRS ont chargé, appuyés par les gardes mobiles. Pourtant les ouvriers ont maintenu toute la journée des pickets de grève.

La presse s'est hâtée de gonfler les chiffres de « reprise », annonçant que 865 personnes sur 1 800 travaillaient à Asnières et 200 à 300 sur 3 000 à Gennevilliers. Si l'on compte les grévistes, on peut diviser ces chiffres par deux. A moins que beaucoup de cadres ne soient entrés par des souterrains. Par contre, leur sortie de l'usine de Gennevilliers, lundi à 17 heures, n'est pas passée inaperçue. Les OS, les habitants ont lapidé leurs voitures à coups de pierres.

Cette réaction prouve qu'après 47 jours de grève les ouvriers n'ont que faire des sermons sur la liberté du travail. Solidaires dans la lutte,

ils mènent, comme leurs camarades des Cables de Lyon à Clichy, une bataille classe contre classe. Lundi soir, des enfants de huit ans, fils d'immigrés, le montraient clairement en fabriquant des cocktails molotov pour bombarder les flics. Lundi soir encore, des flics envahissaient le foyer Sonacotra de Gennevilliers. Ils frappaient les immigrés et arrêtaient au hasard quatre travailleurs. Après la piraterie, la direction et les flics ne reculent pas devant la prise d'otages.

Après 17 séances de négociations, le patronat de l'automobile a une position claire : il refuse d'accorder plus que les 140 à 160 F annoncés depuis un mois. Il se permet même un chantage : les ouvriers qui reprendraient le travail le 2 juillet toucheraient 550 F puis 50 % de leurs salaires de mai et juin.

Ces mesures de division ne servent à rien. Comme le rappelle le bulletin de la cellule PSU de Chausson, **Camarades**, les travailleurs et en particulier les marocains restent unis pour exiger : « **CRS hors de Chausson !** ».

une lutte pour toute l'industrie automobile

La réouverture des négociations a eu lieu mardi midi. Certes, les responsables syndicaux ont obtenu des promesses d'évacuation des CRS. Mais est-ce suffisant pour permettre à cette lutte d'aboutir ?

Les outils sont partis de Gennevilliers. Mais, pour éviter le pourris-

sement, la mobilisation doit aujourd'hui se diriger vers l'extérieur, là où la direction a déplacé les outils, là où est le véritable enjeu de la lutte : la parité avec Renault.

A travers cette revendication, se pose le problème de la sous-traitance. Cet indispensable volant de manœuvre du patronat automobile ; mais aussi sa faiblesse, car si la division des unités de production permet de mener une pratique sélective des salaires dans toute une branche, elle crée des maillons faibles. Chausson-Gennevilliers en était un dans l'énorme ensemble Renault-Peugeot. A Peugeot-St Etienne, à Renault-Billancourt, le chômage technique était effectif.

Là où vont arriver les machines de l'usine de Gennevilliers, pas un ouvrier ne devrait travailler dessus. Ce serait cela la solidarité réelle avec Chausson. Certes l'envoi de délégations à Asnières, Gennevilliers, Meudon, Villeneuve est utile ; mais quand le patronat met les travailleurs d'une usine-clé pour toute l'automobile française en demeure de plier, c'est tous les travailleurs de l'automobile qui doivent relever le défi !

A l'approche des vacances, comment faire ? Comment aller jusqu'au bout avec Chausson ? Les syndicats CGT et CFDT de la métallurgie appellent à la riposte. Sera-t-elle organisée uniquement par l'appel aux négociations et par la guerre des communiqués ? C'est l'enjeu de la semaine à venir. Il devient donc vital de faire, de l'autodéfense ouvrière dans chaque usine, une véritable autodéfense de masse de toutes les usines. Refuser tout travail avec les outils de Chausson, organiser la lutte dans tout le secteur automobile, devient l'objectif des semaines à venir.

Yves SPARFEL ■

Le meeting PSU à Gennevilliers

La maison pour tous de Gennevilliers, lundi soir, vivait à l'heure de la lutte de Chausson et des Cables de Lyon. Cinq cents personnes assistaient au gala de solidarité organisé par la section Asnières-Gennevilliers du PSU. Beaucoup d'entrées payantes, mais aussi des entrées gratuites sur présentation de la carte de grève. Toute la recette ira aux comités de grève.

De nombreux immigrés ont vibré au son de la musique de la troupe du comité des travailleurs algériens. Plus tard, tous « ont fait » orchestre pour G. Moustaki. Les « tee-shirt Chausson en lutte - solidarité » coloraient les poitrines qui chantaient une chanson sur Chausson composée par un groupe de chanteurs amateurs, deux heures avant le spectacle.

Mais il n'y a pas eu que cette ambiance musicale. Il y a eu aussi la colère des immigrés marocains de Chausson, racontée par l'un d'eux. Il y a eu l'analyse de la grève par notre camarade Alain Martinez, président du comité de grève de Gennevilliers. Les ouvriers des Cables de Lyon de Clichy ont, eux aussi, expliqué les raisons de leur lutte.

De nombreux travailleurs, présents au rassemblement convoqué à 19 h. par les organisations syndicales, sont arrivés au cours du meeting. Ils ont pu ainsi entendre J.C. Chamblain, membre du BN du PSU, appeler au renforcement de la lutte, et au déclenchement d'une véritable offensive populaire pour soutenir toutes les usines occupées en France.



Le conflit du « Parisien libéré » un enjeu qui le dépasse ...



□ Ce qui se passe au **Parisien** concerne d'abord l'ensemble des travailleurs de la presse, ouvriers du Livre, employés, journalistes et diffuseurs : nombre de directeurs de journaux observent la bataille avec attention et si Amaury réussit son offensive contre les droits des travailleurs, alors beaucoup de patrons de presse tenteront de s'engouffrer dans la brèche.

Un certain nombre de travailleurs, dans et hors la profession, peuvent penser que l'on n'a pas à se battre pour le **Parisien** qui est un journal anti-ouvrier. Cette question en soulève d'autres sur la presse : qui en détient le quasi monopole et quelle arme

idéologique elle est dans les mains de la bourgeoisie.

Au travers d'Amaury, détenteur du **Parisien** — dont on connaît la teneur raciste, anti-jeune, et les appels à la constitution de milices privées — nous rappelons qu'il emploie à l'égard de ses propres travailleurs les attitudes et les méthodes que défend son journal.

Alors, est-ce au nom de la « liberté d'expression », si bien confisquée par la bourgeoisie d'argent, que l'on doit lutter avec les travailleurs du **Parisien** ? Le contenu de l'information doit être bien sûr discuté et cela pose, par exemple, le problème de la

contre-information que les travailleurs doivent se donner pour gagner dans une lutte où l'opinion publique toute entière est intoxiquée par le pouvoir sur les questions de la liberté d'expression. Doit-on ou non, dès maintenant, se servir des moyens de production et des matières premières pour imprimer une contre-information qui est en définitive une légitime défense devant les mensonges continuels des patrons et du pouvoir ?

Mais tout cela ne doit pas conditionner l'appui définitif de tous les travailleurs à la lutte de ceux du **Parisien**.

une opération politique

Il ne s'agit d'ailleurs pas de se battre « pour le **Parisien** », mais :

- contre les licenciements ;
- pour le principe du respect des conventions ;
- pour le maintien d'une organisation syndicale des travailleurs.
- *Aucun travailleur ne doit acheter le **Parisien**, ni aucun titre du groupe Amaury (l'Equipe, Marie-France, etc.) ;*
- *Il doit le faire savoir autour de lui en expliquant les raisons de la lutte pour l'emploi des travailleurs du **Parisien**.*

Dans toutes les entreprises Travail et Presse, les problèmes des travailleurs se rejoignent. Le conflit du **Parisien** est utilisé par le pouvoir comme une opération politique visant à sup-

primer plus de 10 000 emplois dans la profession, à porter atteinte à tous les acquis des travailleurs et au droit de grève. C'est de tout cela que tous les travailleurs doivent mesurer l'enjeu, et pas seulement ceux de la profession, mais les travailleurs des PTT, de Renault et d'ailleurs.

l'unité d'action

La bourgeoisie, pressée par les échéances économiques désastreuses, tente de casser le mouvement ouvrier par tous les moyens, avant que toutes les luttes des travailleurs ne se rejoignent en un puissant courant.

Le **Parisien** est imprimé avec le concours de « jaunes » d'une confédération qui n'aura bientôt plus rien à voir avec le mouvement ouvrier. Le **Parisien** est distribué avec le concours vigilant de la police (il était le seul journal vendu le jour de la grève nationale de vingt-quatre heures). Devant cette situation et étant donné l'importance de l'enjeu qui dépasse le **Parisien**, le soutien doit s'exprimer dans une perspective de solidarité de classe, d'unité d'action populaire.

N'oublions pas l'impact qu'avait eu, au moment de Lip, la campagne de dénonciation dans l'opinion publique d'une banque qui n'avait pas voulu accorder de crédits pour la relance de l'usine de Palente...

Groupe Livre du PSU ■

le Figaro... en grève

Au **Figaro**, le 1er juin, Robert Hersant a tout acheté d'un coup : les rotatives, les typos, les journalistes, les bureaux lambrissés du Rond Point des Champs-

Elysées. Comme une boutique, un fonds de commerce, un lot de marchandises. C'est ce que n'ont pas accepté les journalistes du **Figaro**, qui sont parmi les mieux rétribués de la profession (quatre mois de salaire en primes !), et qui ne passent ni pour des ennemis du capital ni pour des syndicalistes endurcis. C'est pourquoi ils ont fait grève, avec l'appui des travailleurs du Livre. Pendant que six milliards changeaient de mains. Et avant que soit connue la première charette de licenciements...

EPUR : la grève quand même...

□ L'EPUR (Etude de planification urbaine) est un cabinet privé d'urbanisme qui travaille pour les collectivités locales et l'Etat. Quatre patrons associés dans une société civile immobilière y emploient vingt-deux salariés.

Depuis le 3 février, quinze de ces salariés luttent pour la réintégration de trois d'entre eux qui ont été licenciés en février et en mars.

Ce conflit n'est pas un conflit du travail ordinaire pour la sauvegarde de l'emploi : les quatre directeurs ont pour particularité d'être membres ou sympathisants du PC. Or, les licenciements ont touché trois salariés syndiqués à la CFDT. Dans le même temps, plusieurs contrats de travail n'étaient pas renouvelés. Pourtant, il ne s'agit pas de licenciements « économiques ». La preuve ? Pendant qu'ils licenciaient les salariés CFDT, les patrons embauchaient de nouveaux salariés, de même qualification.

Ces licenciements visent à casser les mouvements revendicatifs qui commencent à prendre de l'ampleur, et remettent en question la finalité sociale de la production et les conditions de cette production (hiérarchisation, parcellisation des tâches). Les patrons qui passent des contrats avec l'Etat ou des municipalités « d'union démocratique » n'admettaient pas que ces revendications, qualifiées de « gauchistes », risquent de remettre en cause l'« image de marque » et le « sérieux » de leur

bureau d'étude. Pour y mettre fin, ils n'ont pas hésité à licencier trois syndiqués CFDT, à en mettre à pied deux autres (dont le délégué du personnel) et à envoyer des lettres de menaces de licenciement aux salariés grévistes.

Curieusement, la section CGT, qui avait fait grève après le premier licenciement, laisse tomber la lutte au bout de 10 jours et ne proteste même pas contre le deuxième licenciement. Mieux, elle en viendra à prendre parti pour les patrons contre les salariés grévistes sous prétexte de défendre l'outil de travail.

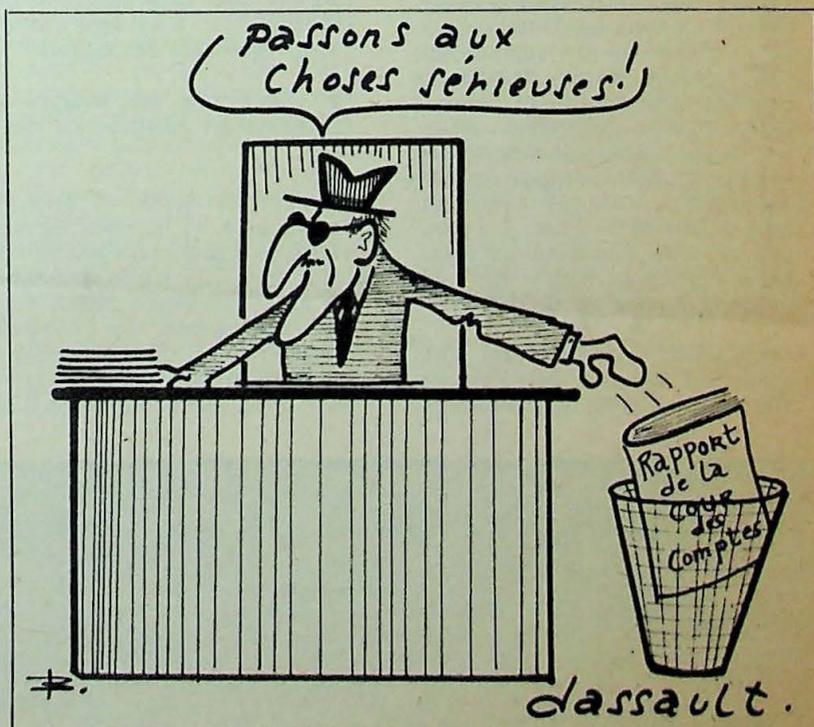
Il a fallu quatre mois de lutte — sans la CGT — pour imposer aux patrons une négociation dont ils ne voulaient pas entendre parler : débrayages de deux heures par jour, pendant les premiers mois, par les salariés CFDT ; meeting de solidarité à la Bourse du travail le 16 juin ; campagne de presse ; enfin, le 23 juin, une journée « portes ouvertes » dans les locaux de l'EPUR, à laquelle ont participé plus de cent travailleurs du quartier, venus s'informer et apporter leur solidarité. A la fin de cette journée, suite à l'annonce d'un quatrième licenciement, les salariés décidaient une grève totale avec piquets et occupation des locaux. Ces dernières actions permettaient d'imposer une négociation aujourd'hui en cours.

Mais quelle que soit son issue, un certain nombre de questions restent posées, qui dépassent le cas particulier de l'EPUR. D'autres bureaux d'études « à

patronat de gauche » ont eu le même problème (GEPAR, AUA). Quel rôle jouent ces bureaux d'études « progressistes » dans la réorganisation de l'espace ? Plus grave peut-être ; comment ces patrons justifient-ils les atteintes

portées à la liberté syndicale, au droit de grève, etc. ? Enfin, l'attitude de la CGT (qui la conduira, à la fin du conflit, à insulter des salariés grévistes) est lourde de conséquences. En posant ces questions, nous ne faisons pas de l'anti-communisme, comme cela a été reproché aux salariés grévistes. Ces questions retrouveraient toute leur gravité, si demain la gauche venait au pouvoir.

Correspondant ■



après le 39ème congrès
de la CGT au Bourget

Image de marque et réalités

« Ceux qui fréquentent depuis quelques années déjà les assises nationales de la CGT ont senti passer le souffle d'un renouveau fondé sur une ardente volonté d'action, heureux résultat de la conjonction de l'expérience de vieux militants toujours sur la brèche et du dynamisme de couches jeunes accédant aux responsabilités syndicales. Ainsi conclut Berteloot, dans son éditorial de fin du trente-neuvième congrès CGT. C'est un peu forcé. Enregistrons simplement que les deux tiers des adhérents le sont depuis 1968, et que 50 % des syndiqués ont moins de 35 ans. La moyenne d'âge des délégués au 39e congrès — 38 ans — correspondait curieusement à celle des cinq nouveaux membres du bureau confédéral.

C'est l'image de marque que la CGT veut donner d'elle-même. L'accent mis sur le renouveau, l'enthousiasme et le renforcement est par trop idyllique. Les 2 400 000 syndiqués — dont 400 000 retraités — annoncés au congrès doivent être ramenés à une plus juste mesure. Cet effectif est exactement le même que celui de... 1920. On est encore loin des 5 millions de 1937, et des 5 millions et demi de 1946. Bien sûr, ces époques ne sont pas comparables, puisque les scissions ne s'étaient pas encore produites. Néanmoins, le rappel de ces simples faits mesure déjà une lacune d'un congrès bien discret à ce sujet.

En quatre vingt ans d'existence, jamais la CGT n'avait connu une scission aussi prolongée. La coexistence de la CGT et de la CGTU n'a pas duré plus de quatorze ans (de 1922 à 1936). La réunification de 1943 survenait quatre ans après le début de la deuxième guerre mondiale.

D'autres réflexions auraient dû s'exprimer au congrès, comme celle-ci par exemple : « La réunification syndicale de 1936 s'est réalisée deux ans seulement après le pacte d'unité d'action PC-PS ». Or quelles sont, aujourd'hui, les retombées syndicales de l'union de la gauche, vieille de trois ans, et du programme commun dont les protagonistes s'accordent pour dire qu'il va bien au-delà du programme du Front Populaire ?

En fait, ce congrès a été entièrement dominé par la stratégie du programme commun. C'est une perspective à trois ans et dans l'immédiat. Cependant Séguy

des délégués parlent :

● « un profond

Pour avoir un éclairage intérieur sur le congrès de la CGT, TS a interrogé deux délégués, tous deux membres

TS : Ce congrès a-t-il été un congrès comme les autres ?

Je peux difficilement parler des anciens congrès puisque je suis entré à la CGT juste après le congrès de Nîmes, en 1972. Mais on peut dire que cette fois la direction confédérale avait mis l'accent sur l'importance des enjeux et demandé à l'ensemble des militants de prendre part à ce qu'elle a appelé un « débat jamais encore vu », « un débat démocratique sans précédent ».

TS : A l'intérieur de ton propre syndicat, comment ce congrès a-t-il été préparé ?

En fait, dans mon syndicat, les textes proposés par la commission exécutive confédérale n'ont été discutés qu'au sein de la direction syndicale. J'ai constaté au cours du congrès que c'était souvent le cas : il y a eu peu de débats à la base, en assemblées des syndiqués. Les textes étaient pourtant parus dans *Le Peuple*, l'organe officiel bi-mensuel de la CGT, depuis février dernier. Il s'agissait d'un document d'orientation et d'un programme d'action qui apportait des réponses à tous les problèmes qui se posent aujourd'hui. Mais ces textes ont sans doute été peu lus ; il y a eu peu de discussions-épluchages. Sans doute étaient-ils trop longs et assez indigestes.

En effet, pour la masse des syndiqués, discuter valablement des documents de quarante-huit

pages, c'est pratiquement impossible. En fait, cela accentue le fossé entre les adhérents qui discutent sur le tas des problèmes liés à l'activité de leur syndicat, de leur boîte, et la direction syndicale composée de militants qui se sentent concernés aussi par tout ce qui touche à la confédération. Il y a donc un décalage assez profond et le niveau confédéral paraît souvent, très, très loin au-dessus des militants de base. La confédération avait pourtant fait des efforts louables de vulgarisation de ces textes ; elle avait notamment imprimé à deux millions d'exemplaires un numéro spécial de la *Vie ouvrière* (qui ne tire d'ordinaire qu'à 215 000 exemplaires) : bandes dessinées, photos, argumentaires... Cependant, les amendements résultant de la discussion de ces projets de textes n'ont pas été diffusés publiquement. Les syndicats arrivaient avec leurs amendements le jour du congrès. Ils étaient ainsi soumis à la discussion des seuls délégués. Et ceci a nui sans doute à l'enrichissement des débats.

TS : Dans quel état d'esprit se trouvaient les délégués en général ?

On avait surtout la sensation de participer à un moment de présence et à une manifestation de force de la CGT, sur le plan national autant qu'international. Tous les délégués en étaient conscients ; et c'est essentiellement ce qu'ils venaient y chercher. Pour un militant syndical,

participer au congrès confédéral est ressenti comme un honneur.

TS : Qu'est-ce qui a dominé selon toi ces travaux ?

Plus que jamais, l'option de classe de la CGT a été réaffirmée. La direction confédérale a eu une attitude très dure en général, par rapport au gouvernement et au patronat bien sûr, mais aussi par rapport à la FEN (dont on a souhaité cependant qu'elle « retrouve au plus tôt le chemin de l'unité d'action ») et surtout la CGT-FO que Georges Séguy a même qualifiée de « CFT-FO » : « Par sectarisme et par anti-communisme, a-t-il ajouté à propos de FO, ses dirigeants se sont de plus en plus enlisés dans la collaboration de classe, au point d'avoir joué un rôle de briseur de grève dans le conflit du Parisien Libéré. La plupart des dirigeants confédéraux FO sont allés si loin dans le reniement qu'il y a peu d'espoir qu'ils se resaisissent un jour. »

TS : Les critiques ont-elles visé la CFDT de la même manière ?

Non, et les journaux ont un peu déformé ce qui s'est dit à son propos. En fait, l'unité d'action avec la CFDT a été de nouveau exaltée, parce que, a dit G. Séguy, « elle anime depuis plusieurs années la vie syndicale française ». Mais il y a eu des bémoles : les dirigeants CFDT de telle ou telle fédération ou entreprise ont été critiqués, car « ils

vont jusqu'à adopter une attitude hostile à l'entente inter-confédérale sans que la direction nationale semble s'en formaliser. » Un certain nombre de délégués ont compris cela comme un rappel — entre autres



● Haute-Savoie : deux batailles contre le chômage

En Haute-Savoie, la crise de l'emploi a atteint de petites usines où travaillent généralement des OS venus des villages voisins. A Thonon, aux fonderies du Léman (400 salariés), et à St-Julien-en-Genevois chez Ronson (Briquets à gaz) les travailleurs occupent leur usine.

Les fonderies du Léman travaillent l'aluminium sous pression et font partie du groupe Carpano et Pons (2 200 personnes). En 1974, les patrons n'avaient pas

respecté le protocole d'accord signé en 1973 avec les syndicats. Au début de cette année, ils s'engagent dans une politique de mise en chômage partiel et réorganisent l'heure et bien sûr, les cadences restent les mêmes.

Une grève illimitée avec occupation est déclenchée dans l'ensemble des ateliers de production, pour obtenir une nouvelle grille des salaires pour l'ensemble du

fixait un objectif au congrès : l'actualisation du programme d'action. Mais les interventions n'ont rien modifié des propositions d'origine. Les interventions au congrès ont largement fait état de la condition des travailleurs (bas salaires, conditions de travail lamentables, répression, etc...), mais n'ont rien formulé de plus.

Ainsi les délégués de Renault-Le Mans, Usinor, Chausson ont réussi à parler de leurs luttes sans même effleurer la question des 250 F uniformes sur CGT. La liste des revendications (1 700 F, 40 h., retraite à 60 ans, échelle mobile, etc...) est impressionnante, mais est-elle mobilisatrice ? On n'en a guère l'impression.

Or, que doit-on retenir de deux passages du rapport de Séguy apparemment contradictoires ?

Le premier porte sur l'inévitable petite phrase chargée de galvaniser le congrès : « ... Peut-être d'aucuns s'étonneront-ils que je parle du VII Plan au conditionnel, qu'AVANT SANS (souligné par nous) nous aurons fait triompher les changements salutaires pour lesquels nous combattons... ».

C'est la perspective des élections législatives de 1978. Mais cette dernière ne répond pas forcément aux besoins actuels des luttes. C'est pourquoi un deuxième passage du rapport de Séguy, plus souple, se maintient dans le cadre des possibilités immédiates d'obtenir satisfaction : « Nous savons que la satisfaction de ces revendications (le programme d'action N.D.L.R.) suppose un certain nombre de mesures économiques de nature à assurer un développement suffisant et équilibré de la production, à juguler l'inflation et la vie chère, à sauvegarder l'emploi, à rééquilibrer dans ce sens, qui s'en prennent forcément aux privilèges, aux profits et à la domination des grandes sociétés capitalistes. Ces revendications et les dispositions proposées, loin de nuire à l'équilibre économique du pays le garantiraient au contraire en stimulant une véritable relance par l'accroissement de la consommation intérieure ».

Ce « réalisme » explique peut-être mieux pourquoi ce qui ressort de l'initiative des travailleurs pouvant ouvrir une dynamique révolutionnaire a été passé sous silence ou étouffé (telles les revendications de contrôle des cadences ou des livres de comptes, la remise en cause des rapports de production capitalistes, de la hiérarchie de salaires et de fonction, le redémarrage et la vente de la production par les travailleurs dont l'entreprise dépose le bilan à la façon LIP, etc.)

C'est un tel programme de transition qui n'a pas été abordé au congrès. C'est aussi ce qui explique qu'entre les promesses de « lendemains qui chantent » représentées par la référence au programme commun revenant comme un leit-motiv dans les interventions des délégués, et les miettes grapillées ici ou là (tel le récent accord sur l'indemnisation du chômage partiel), il existe un véritable vide.

C'est ce que les travailleurs, s'engageant dans l'action, devront apprendre à combler. Ne terminons pas sans signaler le rapport de Marcel Caille sur l'ampleur de l'offensive patronale contre les travailleurs, les syndicats et les libertés, comme on le constate au Parisien libéré et à Chausson ; de même sur l'importance de la répression, du recours aux milices patronales, aux officines de mouchardage, de fichage de militants, de provocations corrélativement au renforcement du rôle de la CFT. Peut-on pour autant conclure de façon expéditive comme le fait M. Caille, en déclarant « que partout, à l'initiative des organisations confédérées, dans les entreprises et les localités, se développe l'action de masse qui sera décisive. Rien ni personne ne pourra résister à la volonté agissante de tous les travailleurs et de tous ceux qui ont intérêt ce qu'il soit mis fin aux agissements des ennemis de la liberté ».

Qu'en pensent nos camarades expulsés manu militari de leurs entreprises comme aux Cables de Lyon à Clichy ou Chausson à Gennevilliers, pourchassés dans les rues, eux dont l'aspiration porte plutôt sur les moyens à mettre en œuvre pour pouvoir s'opposer efficacement par l'organisation d'une autodéfense ouvrière à la violence patronale ?

Henri DUPARC ■

décalage... »

PSU.

— de la condamnation de la section syndicale de Lip... Au total, nous avons donc participé à un congrès de lutte, dominé par l'affaire du Parisien Libéré et ponctué par les interventions des délégations de nombreuses entre-

prises en grève ou occupées. Ce qui n'a pas empêché la quasi totalité des délégués de terminer leurs interventions par une rituelle référence au « programme commun », sans l'ombre d'une distance ou d'une critique... ■



personnel. Les 16 et 17 juin, après le constat d'occupation par huissier et l'échec des négociations, le conflit se durcit. Assignés en référé, huit délégués sont expulsés de l'usine le 24 juin. Mais le reste du personnel continue à occuper les locaux. Le mercredi 25, la direction se présente aux portes des ateliers accompagnée de sa garde personnelle (non grévistes et une vingtaine de personnes). Sous les huées ils sont repoussés par un jet de lance à incendie et obligés de se réfugier dans les bureaux.

Les travailleurs de Ronson-France quant à eux occupent leur usine depuis le 9 juin à St Julien et le 10 à Bellegarde, tout en continuant la production. La direction en effet a annoncé la fermeture de l'atelier de St Julien et le licenciement de 100 personnes à l'usine de Bellegarde.

un congrès-reflet...

◆ Nous avons interrogé un camarade du bâtiment, délégué au congrès de la CGT, sur la nature des interventions qui ont été faites.

TS - Comment as-tu pu intervenir dans ce congrès ?

J'avais une intervention déposée : sur la démocratie, sur la représentation des immigrés dans les structures syndicales. Dans le bâtiment, ma branche, ils sont sous-représentés. Mais ma demande d'intervention n'a pas été retenue. Les commissions étaient peu nombreuses (amendements, programme d'action, orientation, candidature, promotion 80) et se composaient d'une dizaine de personnes chacune. Pas d'appel aux délégués pour s'inscrire aux commissions, pas de vote par mandats. On te dit simplement « tel amendement a été retenu » ; on ne te dit pas lequel ne l'a pas été.

TS - Les interventions ont-elles pu ouvrir d'autres perspectives ?

C'est un congrès-reflet. Dans les interventions, on a forcé pour que les jeunes et les femmes prennent la parole. Mais rien sur leurs revendications spécifiques en tant que jeunes, femmes ou immigrés. On est partie intégrante de la classe ouvrière ! On n'a parlé qu'une seule fois des commissions femmes, mais on n'a rien dit sur les jeunes.

Les interventions portaient essentiellement sur la vie locale du syndicat. Les trois quarts d'entre elles portaient sur des luttes mais aucune ne contenait un jugement sur le rapport confédéral, sinon pour remarquer les appels traditionnels au ren-

forcement. Il n'y a eu aucune évocation des rapports parti-syndicat, rien sur la polémique PC-PS ! Pas d'interventions explicites contre le gauchisme, pas d'attaques, contrairement à ce qui se passait il y a deux ou trois ans.

TS - Sur l'ensemble des fédés, y-a-t-il eu des interventions traçant l'analyse d'ensemble d'une branche ?

Non. Il n'y a pas eu d'analyse stratégique par branche d'industrie. Aucune intervention n'est partie de considérations spécifiques de certaines luttes dans un secteur. Il y a eu seulement quelques interventions sur l'énergie nucléaire : un cadre a défendu la nationalisation et les mesures de sécurité, mais n'a pas contesté le choix de l'énergie nucléaire.

TS - En tant que militant PSU, comment juges-tu ce congrès ?

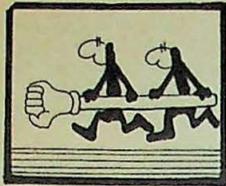
Ce congrès, c'est celui de la structure, pas de la base. S'il y avait une discussion réelle dans le syndicat, assister à un congrès aurait un sens. Mais, dans l'ensemble, ça offre peu d'intérêt. La CGT n'a pas connu un gros renforcement, malgré tous les discours d'auto-satisfaction. Ce congrès ne m'a rien appris. Il changera peu ma pratique syndicale. C'est un congrès de congratulation.

TS - Y a-t-il des possibilités d'intervention d'une autre nature ?

Il faudrait que des militants réellement représentatifs, avec une bonne préparation, puissent faire des interventions tranchantes et nouvelles.

A l'usine de St Julien (31 femmes sur 35 salariés), les OS occupent. Pour elles, prendre en charge une telle lutte, c'est se heurter, en plus, à des préjugés dus à leur condition de femme. En effet, le patronat n'est pas seul à penser que leur travail doit fournir essentiellement un salaire d'appoint : chez Ronson, elles touchaient à peine le SMIC pour des cadences de 140 %.

Elles sont donc bien décidées à occuper l'usine en dehors des heures de travail, tout en continuant la production. Elles veulent empêcher la direction de liquider les stocks et les machines pour combler le déficit vis-à-vis des banques. Elles entendent manifester ainsi leur volonté de garder leur outil de travail et faire en sorte que leur paie de juin leur soit versée.



le procès de la clinique de Choisy :

deux univers s'opposent...

Dans l'affaire de la clinique Léger de Choisy-le-Roi, c'est le médecin qui attaque en diffamation un militant « coupable » d'avoir inscrit sur un marché des témoignages de victimes de la clinique.

Au cours de la première audience (cf. TS n° 656), on avait pu entendre une suite de témoignages accablants d'anciens malades ou employés de la clinique venus expliquer les graves anomalies ou négligences qu'ils avaient constatées dans les soins et l'organisation de la clinique.

Les plaidoiries des avocats ont eu lieu lors d'une deuxième audience, le 18 juin dernier. L'avocat de la clinique, en digne défenseur du pouvoir médical, s'est efforcé de décrire le Dr Léger comme un notable local, par conséquent insoupçonnable et inattaquable, opposant une « image de marque » à la réalité douloureuse des témoignages des victimes : des « pauvres gens », de bonne foi certes, mais que la douleur égare et qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas. Comment en effet peuvent-ils oser s'opposer à une dynastie médicale comprenant quatorze médecins ?

C'est cette audace précisément que Me Moutet, l'avocate de Guy Loinger, s'est employée à justifier dans sa plaidoirie, en expliquant que dans cette affaire deux mondes s'opposent : d'un côté le pouvoir médical, jaloux de ses prérogatives, détenteur du savoir et du droit à la parole ; de l'autre les petites gens, usagers souvent obligés de tel ou tel établissement (la clinique Léger par exemple à une situation de monopole dans le coin), et que l'on traîne devant les tribunaux lorsqu'ils osent dire publiquement leur douleur, leur colère, et leur refus d'être traités comme de la

Un verdict très important sera rendu le 9 juillet par la XVIIème chambre correctionnelle de Paris. Il s'agira de savoir s'il est répréhensible, au regard de la justice, de porter sur la place publique des informations, des témoignages et des opinions sur ce qui se passe entre les murs blancs d'une clinique privée. Les exemples d'Argonnay, et plus récemment de la région lyonnaise, montrent que des brèches ont été ouvertes dans l'impunité et le silence concerté qui entouraient l'acte médical.

chair à médecine ou des robots, à remettre en état pour qu'ils produisent mieux.

Eux qui ne disposent pas des mass-media, s'expriment là où ils seront entendus : dans la rue, sur les marchés c'est-à-dire ouvertement et au grand jour. Et c'est bien cela qui fait trembler nos intouchables notables médicaux. Voilà que les langues se délient, voilà que l'information circule, voilà qu'on se met à comparer, à expliquer à s'informer. La santé, notre santé devient notre affaire, l'affaire de tous.

les « boîtes à fric »

Me Moutet a terminé son intervention en ajoutant au dossier Léger deux pièces très importantes : un jugement en 1ère instance (actuellement en appel) reconnaissant Léger responsable, par de graves négligences, de la naissance d'un enfant débile mental profond et infirme moteur et une lettre du Professeur Huguenard, de l'Hôpital Henri Mondor, décrivant l'état d'une malade victime de soins défectueux à la clinique Léger et décédée quelques instants plus tard dans son service.

culièrement sur les « boîtes à fric » que sont de nombreuses cliniques privées, est nécessaire et possible.

Mais les cliniques privées ne sont pas seules en cause. C'est toute l'institution et la pratique médicale qui sont en accusation. « Notre santé est-elle à vendre ? ». C'est le thème du meeting que la section PSU de Choisy a organisé à la veille du procès, avec le Comité « Prenons en main notre santé ». Cette réunion a bien montré qu'aucun aspect de la médecine ne doit échapper au contrôle populaire ; tout le « système-santé » tend en fait à la rentabilisation et au profit maximum.

Charles MAUROUX

Rouen : les retombés du procès Duval

Tout le monde a pu voir à la télé la façon dont la police de Rouen a réglé leur compte aux Rouennais, le 11 juin, à l'occasion du procès de Mme Capron contre le Pr Duval. Dans la salle d'audience, une bonne part des places avait été trustées par les militants de « Laissez-Les Vivre » : « Un vrai médecin ne tue pas... », disaient leurs badges. Dehors, ceux qui pensent que la « loi Veil assassine » étaient présents aussi. Comme ceux du Planning et du MLAC. La première grenade lacrymogène avait été lancée à 14 heures. Ensuite état de siège, et déferlement de brutalités policières

qui ont touché jusqu'aux postiers venus prendre leur service à 21 h.

Il y a eu six inculpations de militants baptisés aussitôt « casseurs » : les boucs-émissaires choisis par la police pour faire oublier son incroyable attitude. Mais les Rouennais ne s'y sont pas trompés : pétitions, protestations, manifestation. Les « casseurs » ont été libérés ; une seule inculpation est restée, pour « outrage et violences à agents ». Facile : ils frappent, il faudrait qu'on dise merci... Beau climat à Rouen, merci.

Correspondant ■

stages d'été

Le renforcement du PSU exige d'accroître la formation. A cet effet, cinq stages sont organisés cette année : — deux sont destinés aux animateurs de sections : Montpellier du 10 au 17 août ; Guions du 24 au 31 août.

— il y a deux stages de formation de base :

du 26 au 31 août dans le Gers, du 10 au 31 août (combinant vacances et formation) dans le Gard.

— enfin un stage de sérigraphie du 18 au 24 août, aux Guions.

Programme, détails pratiques, inscriptions, etc... sont contenus dans une plaquette que vous pouvez vous procurer à votre fédération. Il faut s'inscrire vite.

A noter : pour des raisons matérielles, nous devons annuler le stage de Bretagne (prévu du 20 au 26 juillet).

des vacances de lutte

- 12, 13, 14 juillet, Val de Durance : rencontre sur thème « les jeunes et leur avenir dans les Alpes du Sud ».
- 13 juillet : Chateaulin (camp militaire).
- 13 juillet : Pointe du Raz, Plogoff (29 : Fête antinucléaire).
- 14 juillet : Marseille (contre la prison d'Arenc).
- 18-20 juillet : Port-la-Nouvelle (centrale nucléaire)
- 27 juillet : Les Bouillouses, Pyrénées Orientales (expulsion d'agriculteurs pour créer une station de sports d'hiver).
- fin août : Braud St Louis (centrale nucléaire).
- 6-7 septembre : Fontevault (camp militaire).

germinal

N° 1 prix 1f.

NOUVELLE SERIE

MENSUEL

de la Commission Nationale Appareil du PSU

MAI 1975

LE MONATAR, pour quoi faire ? 3

UNITE D'ACTION EN AGRICULTURE 4

PETITE ENFANCE EN MILIEU RURAL 6

APL - Paysans 7

VITICULTURE, contre qui se bat-on ? 8

en vente à la librairie Syros



après le décès d'un appelé à Chaumont : des morts suspects

Le vendredi 20 juin, un appelé du 403 RA, Serge Tissandier, a trouvé la mort. Le vendredi 13 juin, il participait à une marche de huit kilomètres, débutant juste après le repas, à 13 h 45, sous un soleil de plomb. A l'arrivée il perdait connaissance, et était transporté à l'infirmerie puis à l'hôpital de Chaumont, puis sur l'hôpital central de Nancy.

L'affaire a été étouffée le plus rapidement possible : le décès a été

révélé cinq jours plus tard, avec des divergences sur les causes. Le vendredi 27 juin, un seul des deux journaux locaux — *l'Est Républicain*, et la *Haute-Marne libérée* — a fait part du décès du canonnier Tissandier, « à la suite d'une maladie qui s'est déclarée brutalement au cours de sa troisième semaine de présence au 403e ».

En fait, Serge Tissandier n'est pas mort d'une maladie mais, comme l'a reconnu le colonel Crastre après la diffusion du communiqué des appelés, « le rapport d'autopsie conclut à un coup de chaleur exceptionnel ayant entraîné la mort de Tissandier ». Il a reconnu également que « ce soldat était très robuste et très sportif ».

Alors, pourquoi ces mensonges, ce silence ? La famille d'un mort, ses camarades, n'ont-ils pas le droit de connaître la vérité sur l'absurdité de certaines manœuvres et leur manque total de sécurité comme en témoigne leur texte ? Il a fallu le courage des appelés qui ont crié leur indignation, pour que la vérité soit connue.

« Une fois de plus, un fait grave est arrivé au 403 RA », a reconnu à la radio le colonel Crastre. Il y a eu d'autres décès, nous a-t-on dit la même vérité ? Nous sommes en droit de poser ces questions et d'exiger qu'il y soit répondu.

De la même façon, les parents du soldat lyonnais Serge Camier, mort écrasé par un char le 16 février dernier, au cours de manœuvres au camp de Sissonne dans l'Aisne,

protestent « contre l'attitude de silence total observé à leur égard », et souhaitent que soient connus les noms des responsables militaires qui ont négligé toutes les consignes de sécurité. Ils demandent « que tout soit mis en œuvre pour que soient révélées les conditions insolites dans lesquelles leur fils a été

amené à participer à la funeste manœuvre ».

Par ailleurs, « ils s'inquiètent de constater que l'armée qui exerce sa propre police puisse encore, aux termes d'un code anachronique, exercer sa propre justice. »

Spire : les effets d'une censure

On connaît l'affaire de la censure d'une partie de la « libre opinion » de « FR 3 » des Jeunes Communistes : un soldat, Didier Nicolini, brigadier-chef au 1er Régiment de Spahis de Spire, osait y prendre la parole ! Le gouvernement et « FR 3 » ne l'ont pas admis et ont coupé cette partie de l'émission. Le PSU s'était alors solidarisé avec les JC et avait protesté contre cette nouvelle atteinte aux libertés.

A Spire, Nicolini, qui avait pourtant reçu un « avis favorable » de son capitaine et du colonel, a été sanctionné par trente jours d'arrêts de rigueur. Aussitôt une pétition a circulé dans les rangs du 1^{er} RS et du 10^e RG. Elle affirme : « Ce témoignage censuré est une preuve : la preuve qu'un citoyen français sous les drapeaux est condamné à se taire, condamné par le pouvoir, celui de Bourges et de Giscard. Non, en franchissant la porte des casernes, la jeunesse n'accepte pas de perdre la parole et ses droits. Elle

le montrera. » Et le texte, qui a été diffusé à la presse par IDS « condamne la censure gouvernementale, demande la levée immédiate des sanctions, exige la liberté d'expression et d'information, les droits de réunion et de représentation »...

Cet appel a recueilli en l'espace de quarante-huit heures six cents signatures, dont celles d'un certain nombre de sous-officiers d'active ! Suite à cette action, les portes de la prison se sont ouvertes et la hiérarchie militaire a été forcée de libérer Nicolini et de lever la sanction.

Mais une question reste. Pourquoi ces informations, qui ont été transmises au PCF et à la JC ne sont pas parues dans « l'Humanité » ? Pourquoi les dirigeants du PCF ont demandé aux soldats qui les avaient contactés de faire le silence sur cette lutte ?

Correspondant ■

nucléaire : la campagne d'été

Bourogne : non aux plutons

Faisant suite à la marche sur Bourogne du 22 juin dernier, qui a rassemblé près de 5 000 manifestants venus de Belfort, du pays de Montbéliard, d'Alsace, de Suisse et d'Allemagne, une occupation symbolique et pacifique du terrain militaire du Fougereais, près de Bourogne qui, très bientôt, abritera des missiles « Pluton », s'est déroulée samedi 28 juin 1975 de 14 h à 18 h.

Une trentaine de militants des comités anti-nucléaires de Belfort, Montbéliard et Besançon avaient pris « position » vers 14 h sur le terrain ravagé par les bulldozers.

A 15 h, avait lieu une distribution de tracts appelant la population des centres urbains de Belfort et Montbéliard à venir soutenir les « occupants ».

Dès 15 h 30 et jusqu'à 18 h, des militants des CAM (comprenez des membres du PSU) au nombre d'une centaine, massés le long de la RN 188 qui traverse le camp, ont apporté — sous la garde des gendarmes et chiens policiers — soutien et encouragements aux courageux volontaires. Vers 17 h, la troupe armée, en tenue de campagne, a encerclé le carré héroïque, permettant aux gendarmes d'évacuer de force des pacifiques occupants (à raison de deux gendarmes par militant).

Un journaliste de *l'Est Républicain* s'est vu dans l'obligation de « remettre » ses films aux forces de l'ordre avant qu'ils ne lui soient arrachés des mains.

Correspondance ■

Braud Saint-Louis : Edf harcelée

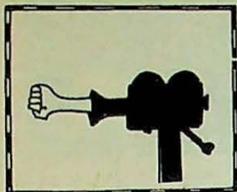
Pendant plusieurs jours, les paysans soutenus par les membres de comités antinucléaires, ont fait des barrages systématiques sur la route des marais, conduisant au site de la future centrale, qu'Edf fait élargir. La circulation des camions a été bloquée à plusieurs reprises et un dialogue a été engagé entre les manifestants et les ouvriers.

La gendarmerie est intervenue le jeudi 26, et devant la détermination des opposants, a fait appel au sous-préfet de Blaye qui, indifférent aux arguments qui lui étaient exposés, a donné l'ordre de dégager la chaussée.

Le lendemain nouvelle intervention des gendarmes qui ont verbalisé tracteurs et voitures (pour « entrave à la circulation ») et interpellé une trentaine de manifestants.

Les membres des comités anti nucléaires campent sur le terrain d'un paysan et invitent tous ceux qui veulent se battre contre l'implantation de la centrale à venir les rejoindre.

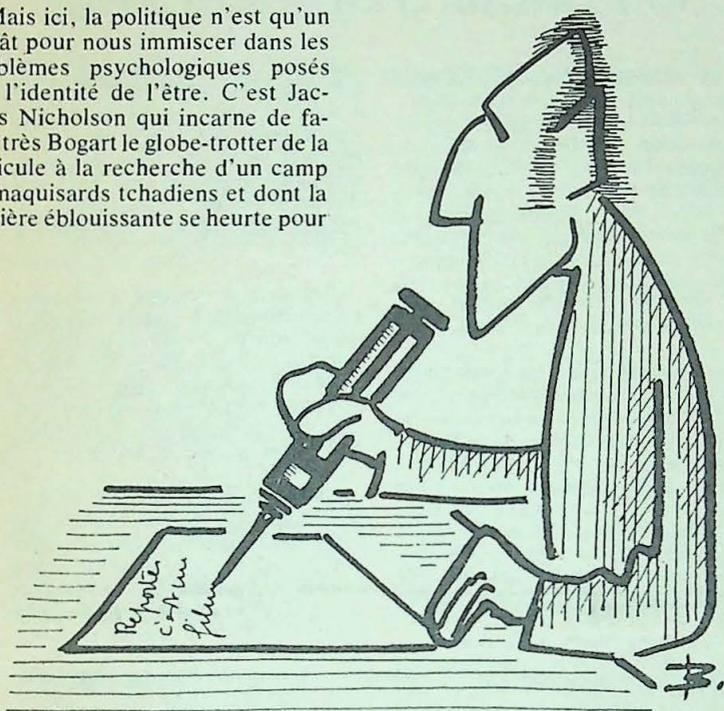
Le collectif de coordination des comités anti-nucléaires Braud Saint-Louis ■



profession : reporter un cinéma décadent

Le dernier film d'Antonioni, comme pour satisfaire au goût du jour, semble traiter d'un sujet politique : le film nous transporte de capitales en capitales sur les pas de fournisseurs d'armes aux révolutionnaires du Tchad et nous fait suivre le réseau d'aide à cette rébellion.

Mais ici, la politique n'est qu'un appât pour nous immiscer dans les problèmes psychologiques posés par l'identité de l'être. C'est Jacques Nicholson qui incarne de façon très Bogart le globe-trotter de la pellicule à la recherche d'un camp de maquisards tchadiens et dont la carrière éblouissante se heurte pour



la première fois à l'échec. Dépité, il prendra l'identité de son voisin de chambre qui, lui, militait pour les révolutionnaires.

Surtout n'allez pas imaginer qu'il s'agit du rapport entre la psychologie et la politique. Elia Kazan avait déjà traité du sujet avec maestria dans *L'arrangement*. Ce n'est pas la préoccupation d'Antonioni ; il en a parfaitement le droit, mais alors pourquoi ces faux appâts ! Certes les problèmes d'identité ne se réduisent pas mécaniquement à des rapports sociaux ; l'option d'Antonioni, c'est de nous présenter l'individu lui-même comme un monde clos où l'ennui et l'échec ne le cèdent qu'au désespoir et à la mort. Le héros semble accablé « du silence déraisonnable du monde » à ses angoisses. Les préoccupations de *L'Aventura*, film antérieur d'Antonioni, s'adaptaient intimement à un certain univers de gens fortunés, sans but, désabusés et révélant tout un contexte social. Dans *profession Reporter* les fantasmes d'Antonioni apparaissent détournés, introvertis et insoufflent au film des accents très camusiens. A ce niveau, l'esthétisme décadent du film qui fait paraître maussades l'Espagne ensoleillée et les bouillantes capitales colle parfaitement au propos. C'est beau, mais c'est un cinéma dépassé.

Alain Tlemcen ■

cinéma 75

N° 200 - Juillet-Août

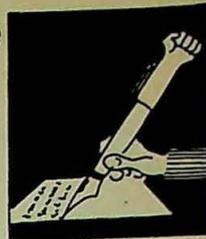
Festival de Cannes
Journal à
plusieurs voix

*
Cinéma
et Rock and Roll

*
Entretiens avec
— Marguerite
Duras
— Guy Gilles

*
Et toute l'actualité
les films,
les polémiques,
etc...

*
En vente partout :
8 F



La Tchécoslovaquie d'aujourd'hui
vue par l'ancien dirigeant du
« Printemps de Prague ».

Dubcek accuse

La plaquette que vient d'éditer le « Comité du 5 janvier » sous le titre « **Dubcek accuse** » (1) comporte une introduction de Pierre Daix et la lettre adressée par Dubcek au Parlement tchécoslovaque le 28 octobre 1974. En annexe, on trouvera un extrait du discours réponse de Husak, paru dans *Rude Pravo* et la lettre adressée par Dubcek à la veuve de Smerkovsky.

Dubcek accuse... c'est un document terrible, d'autant plus terrible qu'il est écrit dans des termes mesurés, d'un calme effrayant. Dubcek commence par raconter comment a été tissée autour de lui la toile policière qui le surveille, l'observe, toujours présente et qui s'acharne à le couper de tout contact humain extérieur. Six ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie, le régime Husak a peur...

Dubcek, ainsi, minutieusement, montre à travers son cas personnel la nature policière du régime, la peur qu'il engendre (et aussi le mépris). Puis il fait le bilan de ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie depuis la transformation interne du Parti Communiste qui aboutit au plenum de janvier 68 et au « Printemps de Prague ».

Les impasses de la résistance passive

Il montre comment le chemin parcouru depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968 est le chemin inverse de celui qu'avait parcouru en quelques années le même parti de l'ère Novotny à celle de Dubcek-Smerkovsky.

Une démonstration rigoureuse est faite de « l'illégalité » dans laquelle se trouve le régime Husak par rapport à toute la ligne démocratique prise par le PCT de janvier 68 jusqu'à l'occupation soviétique. La lettre de Dubcek est celle d'un homme — un communiste — qui refuse d'abandonner sa dignité, qui n'accepte pas l'injustice dont a été victime son peuple et qui est meurtri dans sa chair et son esprit par l'image affreuse du communisme que donne au monde et au peuple tchécoslovaque la clique Husak : « Il faut détruire sur les plans théorique, organisationnel et politique l'idée même de cette méthode de gouvernement, fondée sur la manipulation des masses, sur leur maintien dans l'obéis-

sance et la discipline, prétendues nécessaires « pour préserver le socialisme de toute menace ».

La lettre de Dubcek est d'autant plus poignante qu'elle montre que nombre de communistes (tous exclus du PCT par dizaines de milliers) gardent encore l'espoir. Mais les perspectives sont bouchées. Et l'on ne peut s'empêcher de poser cette question terrible : comment ces hommes du « Printemps de Prague », portés par tout un peuple qui enfin leur faisait confiance, ont-ils pu laisser manœuvrer les bureaucrates soviétiques, et accepter l'occupation de leur pays sans résistance ?

Ne fallait-il pas faire comprendre, à l'époque, à Brejnev et consorts, que toute menace d'intervention serait suivie d'une résistance « active » ? L'armée tchèque, la population, les conseils ouvriers n'étaient-ils pas prêts à se battre ?

Dubcek et ses camarades n'étaient pas prêts politiquement à assumer cette responsabilité et ils ont préféré capituler en espérant que le temps jouerait pour eux. Ils ont sous-estimé le rôle de la répression, le poids que prendrait la bureaucratie soviétique dans les affaires intérieures de leur pays et les effets de la démoralisation sur les travailleurs. Or la démoralisation est souvent d'autant plus forte qu'on ne s'est pas battu ou qu'on ne s'est pas préparé à se battre.

Dans un livre récent, « L'opposition parle », (2), Jiri Pelikan se pose la question que nous venons de poser ; et il commence à douter, lui aussi, des mérites de la fameuse « résistance passive ». Tant que les communistes tchécoslovaques n'auront pas résolu cette question stratégique, ils se priveront des moyens nécessaires à contrer efficacement le régime Husak.

Jean VERGER ■

(1) Ed. Comité du 5 Janvier. En vente à la librairie Syros.

(2) Ed. du Seuil. En vente à la librairie Syros.

Organe régional bimestriel
édité par les Fédérations P.S.U.
CENTRE - OUEST - AQUITAINE
Edition DORDOGNE
Administration : Jean BERTIN,
Rouffignac (24)
C.C.P. 957 - 92 Bordeaux
Abonnement : 1 an à partir de 18 F
REDACTION :
8, Rue Michel Rouland
24 - PÉRIGUEUX

L'AVENIR

Il n'est d'autre solution que le socialisme
N° 52 Juin 1975 le N 2 F

● comment est croqué le Périgord

Vous connaissez tous le slogan : « Croquer le Périgord » qui invite les touristes en Dordogne.

Prenons au mot ce slogan et voyons ce qu'il recouvre comme réalités :

ON CROQUE bien sûr les produits de la gastronomie traditionnelle du Périgord.

ON CROQUE aussi la main d'œuvre, soit en déportant ses forces vives, soit en l'exploitant sur place : « décentralisez-vous en Dordogne, vous y trouverez une main-d'œuvre docile et peu exigeante » disent les dépliants qui appellent les industriels à se décentraliser en Dordogne.

ON CROQUE encore l'épargne par tous les canaux (banques, PTT, crédit agricole, caisse de dépôts).

Le Crédit Agricole qui draine l'épargne des agriculteurs limite les prêts à ceux-ci, mais pas pour les résidences secondaires. De plus ce qui est épargné est plus

important que ce qui est réinvesti localement : le Périgourdin finance le métro et les autoroutes, mais on ferme en Périgord les écoles, les bureaux de postes, les lignes de chemin de fer.

ON CROQUE enfin les paysans, c'est bien avancé mais il y en a encore trop (cf ébauches du 6e Plan) : et ceux qui restent on tient à les accommoder à la sauce « défense de la couleur locale » : pas de bâtiments qui ne soient pas dans le style, pas d'odeurs et de bruits troublant le repos des estivants, on souhaite qu'ils deviennent les « jardiniers du paysage ».

BON APPETIT MESSIEURS LES CAPITALISTES !... voudraient nous faire dire les promoteurs de la campagne publicitaire (entre autres Sylvain Floirat, enfant prodige du pays qui vend du Périgord comme il vend des armes).

(« L'Avenir de Dordogne », juin 1975)

le réveil socialiste de la Haute-Marne

N° 47 JUIN 1975
Le N° : 1,50 F
Abonnement annuel : 5 F
BULLETIN TRIMESTRIEL
DE LA FÉDÉRATION HAUTE-MARNAISE
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
Tirage de ce numéro : 12 000 ex

Abonnements : P.S.U. Fédération Haute-Marne C.C.P. Châlons sur Marne 64378 B Administration : R. HENRY - VICO

● Langres : loisirs et régimes des colonels

C'est l'armée qui régimente nos distractions, à un point que si l'on veut voir une exposition de peinture, il faut aller au mess des officiers. Celui-ci étant pourtant réservé aux militaires ! Et si vous n'aimez pas rencontrer ceux-ci, vous serez privé d'exposition. Ici on n'a absolument pas le sens de la neutralité, ni le respect d'opinion !! Il existe pourtant des lieux publics : le hall de l'hôtel de ville, la salle des fêtes ! Et pour couronner le tout, c'est encore au mess qu'on reçoit Ellwangen !

La rumeur publique n'a donc pas tort quand elle murmure (et redoute) une animation militairement culturelle s'officialiser à Langres !

LANGRES ACCUEIL
LANGRES, VILLE D'ART ET DE TOURISME

LANGRES BIDONVILLE

Itinéraire conseillé, commencer vers la fin de la cité des Ouches, point culminant de la chaufferie au bâtiment Turenne en passant par le souterrain. Depuis les travaux (20 mois) la chaussée n'a toujours pas été remise en état, de gros pavés sont ça et là, le trottoir encore encombré d'un tas de sable, maintenant dur comme caillou.

Entre temps, avant la parution de ce journal, on aura reçu Ellwangen ; en ce moment on nettoie une certaine partie de la ville. Mais ce quartier, la « zone de Langres », on se gardera bien de le faire visiter !

(« Le Réveil socialiste de la Haute-Marne », juin 1975)



N° 36 : 1,50 Fr.
MAY - JUIN 1975

ACTION SOCIALISTE

● quand la gendarmerie descend dans la rue...

M. ROUDAYRE, secrétaire de la gendarmerie et de la justice militaire dans ce département, c'est la conclusion que l'on pourrait tirer du congrès tenu dernièrement à Perpignan par le « gratin » des forces de l'ORDRE !

Qui aurait pu douter que ce « corps de gendarmerie » n'était pas solidaire : surtout pas M. ROUDAYRE ! Qui aurait pu douter des « rapports excellents existants entre les représentants de l'Arme, les Elus locaux et la Population : surtout pas M. ROUDAYRE !

Quel est le travailleur de ce département qui ne peut dire que la gendarmerie « défend l'homme, la famille, les institutions et la patrie » : aucun.

Eh bien, c'est la conclusion éfarfante de cette manifestation !

C'est le même « ROUDAYRE » qui a refusé au nom de la municipalité de Perpignan toutes les salles municipales aux organisations désirant poser publiquement le problème des brimades et des sévices dans la caserne du 24° Riam (entre autre la Fédération Catalane du P.S.U.). Il y a donc une logique accablante chez le 1° Adjoint au Maire de Perpignan.

Au fait, nous avions oublié de vous dire... M. ROUDAYRE est secrétaire de la Fédération départementale du Parti Socialiste !

(« Action Socialiste », Perpignan juin 1975)

Samedi 21 Juin 1975 - numéro 776.



le numéro 1 F

LE COMBAT SOCIALISTE

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ DES CÔTES-DU-NORD

Journal habilité à publier les annonces légales

● le racisme à notre porte

Comme dans toutes les autres régions d'Europe occidentale, les réactions de la population bretonne ont un caractère raciste de plus en plus évident. Dans les milieux bourgeois on entend à longueur de journée des réflexions sur les « bougnouls » qui volent notre pain, violent nos filles, amènent avec eux leur crasse et leur sales microbes, encombrant les trottoirs car, bien évidemment, ce sont tous des fainéants et, de plus, c'est à cause d'eux que le prix de l'essence est si cher... Il n'est plus rare, en Bretagne, de voir des patrons de café refuser de servir une consommation à des immigrés sans qu'il y ait réaction de la part des autres clients et on peut noter que certains cafés où les immigrés se réunissent sont peu à peu délaissés par la population locale.

Une fille qui sort avec un immigré est vite cataloguée : elle voit peu à peu son entourage la fuir. Les Arabes, surtout les Algériens, sont les plus brimés mais on appelle souvent « Bougnouls » tous ceux qui ont la déveine d'avoir le teint basané ou les cheveux cré-

pés : Espagnols, Portugais, Italiens, Yougoslaves, Turcs...

Il faut cependant reconnaître que des travailleurs ont eux aussi des réactions racistes et utilisent parfois les mêmes arguments que les bourgeois les plus réactionnaires. Cela se voit nettement au niveau des contremaîtres et des petits cadres, surtout ceux sortis du rang, qui n'hésitent pas à brimer les travailleurs étrangers sous leurs ordres, en leur répétant sans cesse que, s'ils ne sont pas contents de leur sort, ils peuvent toujours retourner chez eux. On voit aussi sur les chantiers des ouvriers qualifiés refuser d'avoir des Arabes comme aides et même changer d'entreprise quand la main-d'œuvre étrangère devient trop nombreuse. Au travail les relations humaines entre européens et immigrés sont souvent des plus réduites ; au repos chaque groupe va de son côté. Le patronat connaît ces réactions et en profite largement pour diviser le personnel.

(« Le Combat Socialiste », Côtes du Nord - 21 juin 1975)



une assemblée populaire à Pontinha

Le 23 juin, des représentants de quelques commissions de travailleurs de différentes localités (Campo Grande, Benfica, S. Domingos de Benfica, Carnide, Carnaxide, Odivelas) se réunissaient et décidaient d'appeler à la réunion d'une Assemblée Populaire.

Le secrétariat provisoire a pris contact avec le MFA du RE 1, et ensemble ils ont décidé d'étendre l'appel à toute la zone de dynamisation culturelle attribuée à ce régiment. Quelques jours plus tard, les délégués de 15 commissions de travailleurs, de 24 commissions d'habitants et des soldats et officiers de la caserne, fondaient la première assemblée populaire du Portugal.

Il s'agit là d'un nouveau pas en avant dans la construction du « double pouvoir ». Et l'importance de ce fait ne se situe pas uniquement là. En réalité, une nouvelle fois, le dynamisme et la créativité des masses en mouvement ont permis de surmonter les faux débats comme celui dont nous avons déjà rendu compte qui partageait au sein et hors du MFA les partisans de la création de « Comité de défense de la Révolution » (ils avaient le défaut d'être conçus comme de simples organes de contrôle de l'Etat bourgeois) et les partisans des « Conseils révolutionnaires » (ils avaient le défaut d'être une formule « plaquée » sur l'état actuel de développement des organes de masse à la base). L'Assemblée populaire de Pontinha part de ce qui existe (les commissions de travailleurs et d'habitants) pour élever en les centralisant leur niveau d'organisation et d'intervention politique (c'est-à-dire de pouvoir).

Mais voyons comment s'est déroulée la réunion. Tout d'abord, un délégué du MFA précise le sens de la réunion : « Sans la prise du pouvoir par les travailleurs, il n'y a pas de socialisme ». Puis le capitaine Cabral expose la nécessité de l'« hégémonie des ouvriers sur le peuple en général » et pour arriver à ce but, dit-il, « il faut substituer à l'appareil d'Etat bourgeois un autre appareil d'Etat ». « Nous sommes ici, termine-t-il, pour créer des organisations autonomes de pouvoir populaire ».

Plusieurs délégués, dont un autre soldat, interviennent en ex-

pliquant que cette assemblée n'est qu'un premier pas, que ce qu'il faut c'est, dans une phase supérieure, lier les assemblées locales entre elles, jusqu'à la formation d'une **Assemblée populaire nationale** sur le mode de la « démocratie directe ».

quel socialisme ?

Après que chaque délégué se soit identifié et ait reçu son mandat, un travailleur pose la question : « La première phrase du projet de fonctionnement de l'assemblée populaire parle de mobilisation des masses pour construire le socialisme. Mais quel socialisme ? La social-démocratie ? Non, le socialisme authentique du pouvoir populaire ». Un autre se lève sous les applaudissements : « Le socialisme est directement lié à l'exercice de la dictature du prolétariat ».

Une rapide discussion s'engage ensuite sur l'unité peuple / MFA. Un délégué appelle à l'unité mais seulement avec « le secteur le plus progressiste ». Le délégué du MFA lui répond : « Oui, il y a des militaires réactionnaires, mais il faut éviter la division du MFA ».

La réunion se termine par l'approbation point par point des deux premiers chapitres des statuts de l'assemblée concernant son rôle : « Lutter contre l'exploitation de l'homme par l'homme ; fortifier l'unité avec les militaires, créer des organismes de pouvoir populaire « a-partidaires » qui seraient le principe d'un nouvel Etat au service des travailleurs ; garantir le contrôle des masses sur la satisfaction de leur nécessité en prenant leur destin en main ; pour une économie au service de la classe ouvrière à travers le contrôle de la production, des prix... ».

Preuve est faite qu'au delà des laborieux débats et compromis dont la dernière réunion du Conseil Supérieur de la Révolution a été l'objet, les travailleurs cherchent et trouvent le moyen d'avancer vers la victoire de la révolution socialiste.

Maurice NAJMAN ■

espagne :

les commissions ouvrières et les élections syndicales

Malgré le peu de temps qui avait été accordé aux commissions ouvrières pour préparer les élections du syndicat vertical (un mois à peine contre six en 1971), les travailleurs espagnols ont participé massivement au vote : de 80 à 95 % principalement dans les grandes entreprises et les zones industrialisées. Cette participation a couvert tout le pays.

Mais, grâce aux facilités données par les collèges professionnels (avocats, médecins, ingénieurs), de nombreuses réunions et conférences ont pu être tenues ; c'est dans leurs locaux que les commissions ouvrières ont pu s'exprimer.

Les candidats délégués des commissions ouvrières se sont présentés avec un programme politique et économique qui contenait des revendications importantes pour les Espagnols : droit de réunion et d'association, liberté d'expression, amnistie, Sécurité Sociale complètement à la charge de l'entreprise, vacances de quatre semaines, égalisation des salaires. C'est donc forts de leurs luttes et sur la base de revendications très précises élaborées en assemblées générales que les ouvriers ont désigné leurs délégués.

Pour les commissions ouvrières, l'enjeu n'est pas le syndicat vertical lui-même. Il s'agit surtout pour elles d'élever le niveau de la lutte. De démasquer le syndicat vertical, faire prendre conscience à la classe ouvrière que le syndicat vertical — fasciste — n'est là que pour la tromper. Cette participation des commissions ne vise donc pas du tout à influencer, mais bien à saboter l'organisation syndicale franquiste. ■

URUGUAY : deux ans de dictature fasciste

Il y a deux ans, le 27 juin 1973, se produisit un coup d'Etat, dirigé par l'impérialisme américain avec la complicité armée du gouvernement brésilien, qui mettait fin au régime parlementaire bourgeois en Uruguay. Le coup d'Etat a été suivi d'une féroce répression contre les militants syndicaux, les militants politiques de gauche. Toutes les organisations populaires ont été interdites : la CNT, centrale unique des Travailleurs, en juillet 1973 ; les partis de gauche en décembre 1973 la presse baillonnée.

Au coup d'Etat a répondu la grève générale qui a paralysé totalement le pays durant quinze jours. Mais le 11 juillet, à l'appel de la CNT, la grève se terminait.

Depuis, les luttes ouvrières et populaires, sans atteindre le niveau qu'elles avaient auparavant, n'ont pas cessé. Des grèves ont eu lieu, des coupures concertées de l'électricité se sont pro-

duites, des tracts et des journaux sont publiés dans la clandestinité.

A ces luttes, la dictature a répondu par la répression. Rien que dans les deux derniers mois, la liste des militants arrêtés s'est allongée, s'ajoutant aux 5 000 personnes déjà emprisonnées. A la veille du 1er mai, pour empêcher l'organisation de manifestations populaires, 1 500 personnes ont été emprisonnées, et certaines ont été maintenues en prison depuis. Ceci n'a cependant pas empêché que se déroulent dans tout le pays et à Montevideo, la capitale, de nombreuses manifestations -éclairs.

La torture est employée systématiquement par les forces répressives. Des militants d'organisations politiques (Union des Jeunes Communistes, Résistance Ouvrière et Etudiante, MLN, Tupamaros) ont été sortis de prison, certains après avoir été « jugés », pour être enfermés dans des commissariats et casernes, afin d'être systématiquement torturés... ■



Le document que nous publions ici est particulièrement intéressant. Il s'agit d'une note envoyée par la chancellerie de la junte fasciste chilienne à tous ses fonctionnaires internationaux. Elle nous est parvenue par l'intermédiaire de la résistance chilienne.

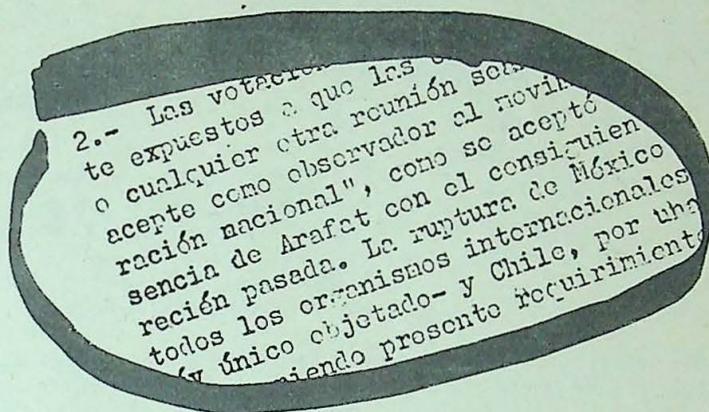
Ce texte montre la grande préoccupation qu'ont les « gorilles » de Santiago pour leur image de marque internationale. Il confirme que les manifestations de soutien aux travailleurs du Chili ont un effet réel sur les conditions de leur combat et de leur résistance.

Il nous appelle ainsi à intensifier nos efforts pour isoler la junte fasciste.

« Nous vivons le pire moment de notre situation internationale sous le gouvernement actuel et un des plus critiques de ce siècle. Il est évident que l'action du communisme soviétique cherche à obtenir la chute du gouvernement du Chili à travers un mouvement similaire à celui qui a été exécuté avec succès contre le gouvernement militaire de Grèce (...).

Les votes émis par les organismes internationaux nous exposent à une situation d'une grande gravité où les accréditations de nos délégations à l'assemblée de l'ONU ou dans d'au-

Exclusif : Les consignes de Pinochet à ses ambassadeurs



tres réunions pourraient être refusées comme cela s'est fait avec l'Afrique du Sud ; ou bien serait accepté comme observateur le mouvement allendiste constitué en « Mouvement de Libération » de la même manière qu'on a accepté le mouvement de libération de la Palestine et la présence d'Arafat (...).

Les situations décrites constituent un danger en soi, mais elles peuvent, en plus, être suivies de mesures discriminatoires de type économique (...).

Tout ceci nous amène à l'évidente nécessité d'adopter des mesures d'urgence au plan de la

politique extérieure. Ces mesures peuvent se référer au front extérieur proprement dit mais d'autres peuvent être de caractère interne, destinées à aider les premières (...).

Il est possible que dans une époque de « détente » entre les vieux blocs (...) il ne convienne pas à l'intérêt national strict de se livrer dans les forums internationaux à une croisade idéologique contre le marxisme international... Le symbole moral que le Chili incarne avec son anticommunisme dans le monde doit s'exprimer à travers le maintien de sa claire orientation de principe de combat contre le mar-

international



xisme à l'intérieur du Chili, mais dans les forums internationaux (...) et sans contredire nos postulats ni affecter nos amis, il sera possible de travailler à partir de l'inaltérable définition anti-colonialiste du Chili, de sa solidarité avec les pays en voie de développement (...).

Ce serait une dangereuse erreur d'essayer d'« accommoder » la politique interne aux exigences de la politique extérieure... La revendication pour les droits humains est simplement un prétexte.

Deux éléments doivent être soulignés :

a) la solution de certains problèmes (cf. libération de détenus) que le Chili accepte de considérer comme possible dans la situation présente, aide à donner des arguments pour que nos amis puissent nous défendre ;

b) il est nécessaire d'unifier et de perfectionner la défense à l'extérieur de ce qui se fait ici, sans essayer de vendre une fausse image de pleine démocratie, mais en essayant de convaincre de la validité et de la légitimité de la situation d'urgence que nous vivons (...). Nous devons utiliser le problème de la sécurité intérieure en garantissant avant tout son existence, mais en tenant en permanence présent à l'esprit l'influence que cet aspect prend dans notre image internationale ».

Santiago 9 décembre 1974 ■

Un classement important

communisme soviétique : l'Est européen, l'Algérie et le Congo. On doit aussi situer dans cette catégorie le Mexique et la Suède.

C. Les adversaires réductibles : l'immense majorité des pays occidentaux, influencés en partie par la campagne qui présente notre pays

comme un pays violant les droits de l'homme.

D. Les indifférents et neutres : pratiquement tous les pays d'Afrique noire, certains pays asiatiques et un bon nombre de pays arabes (Égypte, Lybie, Liban, Arabie Saoudite). Aussi sur un autre front : la Chine et la Roumanie.

(...) Un bon plan diplomatique exige de consolider dans un premier temps les amis ; de conquérir des amis parmi les autres neutres ou les indifférents, particulièrement dans l'aire afro-asiatique ; d'essayer de transformer les adversaires irréductibles au moins en neutres... à travers une action diplomatique bilatérale coordonnée et harmonisée avec les mesures décidées sur le front interne. Par rapport à l'aire communiste dissidente, il faut éviter toute mesure ou geste qui pourrait toucher la Chine mais maintenir une certaine entente avec elle et la Roumanie. ■

Lutter pour le Chili

Tout récemment dans une réunion de l'Organisation internationale du Travail à Genève les principales confédérations syndicales mondiales se sont prononcées pour le boycott du régime de terreur. Cette résolution doit être appliquée en France : dans les ports et les aéroports les travailleurs et leurs organisations peuvent bloquer tout commerce avec Pinochet. Le gouvernement français doit rompre toute relation avec le Chili. Le 11 septembre prochain toutes les forces du mouvement ouvrier doivent manifester ensemble pour la résistance révolutionnaire du peuple chilien.

Dans le document que nous reproduisons plus haut, le gouvernement Pinochet classe les différents pays par groupes selon le degré de leur « amitié » ou de leur « hostilité ». A chacun de ces groupes de pays correspondra une diplomatie particulière. Le document distingue ainsi :

« A. Les pays amis : la majorité des Latino-Américains (sauf Cuba, le Mexique et les ambiguïtés du Venezuela, de la Colombie, de la Jamaïque, Trinidad... et Panama). Les Etats-Unis et l'Espagne sur le front occidental. L'Indonésie, les Philippines, le Japon et la Corée du Sud en Asie ; Israël et l'Afrique du Sud, bien que nous devons éviter de manifester publiquement nos liens avec eux à cause de leurs isolement international.

B. Les adversaires irréductibles : tous les pays contrôlés par le

PINOCHET : UN NOM FRANÇAIS...

Le document confidentiel, dont nous citons des extraits ci-dessous, provient de l'Etat-Major (2e Bureau) de la 8e division du 1er corps d'armée. Ce document vient de tomber entre les mains de la commission armée du PSU.

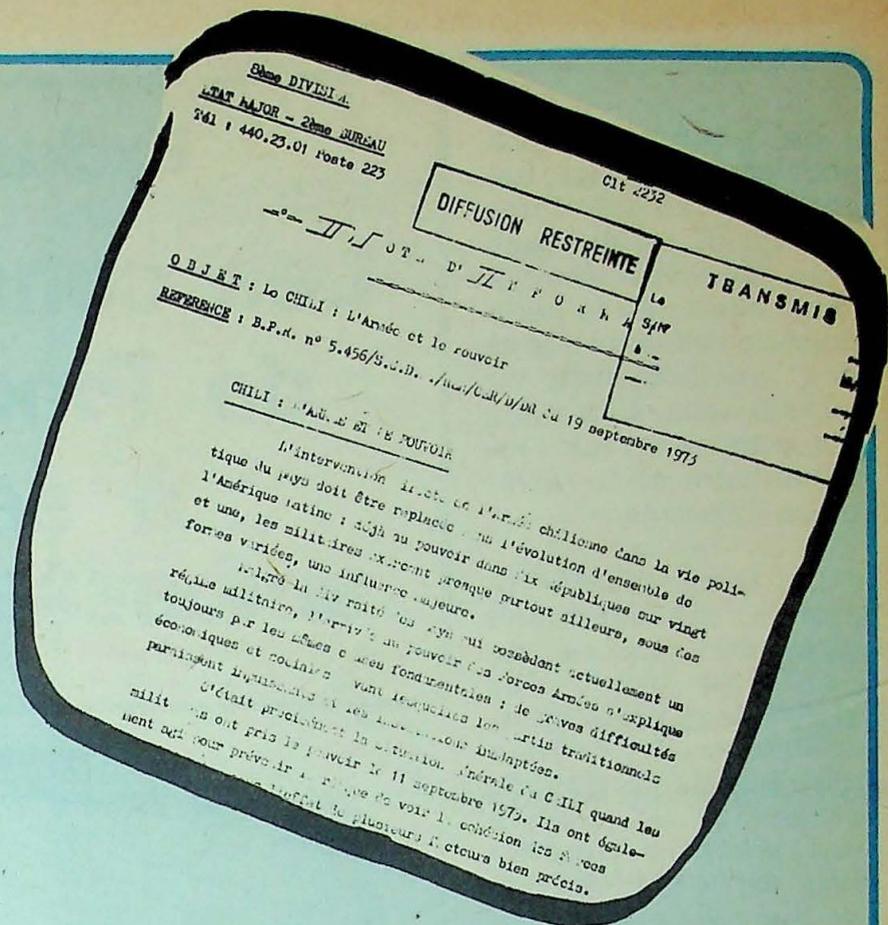
Comme le lecteur de TS le verra, il justifie l'intervention militaire au Chili. La publication d'une telle note d'information en dit long sur l'état d'esprit de certaines autorités militaires en France. Contrairement aux cris du cœur des dirigeants gouvernementaux et aux affirmations péremptoires des leaders du PC et du PS, le Chili n'est pas si loin de la France...

La lutte menée par une fraction de l'appareil militaire pour adapter l'armée française à un contexte de guerre civile — dont cette note n'est qu'une des manifestations — devrait inciter les militants à accentuer le combat pour les droits démocratiques et syndicaux à l'armée. Avant qu'un « processus à la chilienne » ne rende la question sans objet...

L'intervention des militaires chiliens pour mettre fin, le 11 septembre 1973, au gouvernement d'Unité Populaire de M. Allende ne peut être ramenée à un simple coup d'Etat anti-marxiste : il s'agit là d'une simplification extrême, souvent présentée par la presse, qui n'explique que très partiellement les derniers événements du Chili. En fait, cette ingérence des Forces Armées dans le domaine politique doit être située dans l'évolution récente de l'Amérique Latine, tout en tenant compte, évidemment, de certains facteurs propres à la situation chilienne.

I. La principale caractéristique du sous-continent latino-américain est l'apparition en nombre croissant de régimes forts qui tous, à l'exception de celui de Cuba, sont des régimes militaires : l'Armée détient le pouvoir dans dix Républiques (1) sur vingt et une et exerce une influence majeure presque par-

tout ailleurs. Cette importance politique des Forces Armées s'explique par la situation de crise permanente et généralisée de l'Amérique Latine. Tout d'abord, les pays de la zone sont confrontés aux lourdes difficultés économiques et sociales résultant du sous-développement. De plus, les partis politiques traditionnels ont tous en commun leur impuissance à mobiliser les populations sur des thèmes d'action et à appliquer ces remèdes aux problèmes socio-économiques. Enfin, les constitutions, calquées sur les modèles européens ou nord-américains, prévoient des systèmes parlementaires ou présidentiels inadaptés à des sociétés qui sont assez peu démocratiques et où la majorité des citoyens demeurent économiquement et intellectuellement des marginaux. Dans ces conditions, et quand la situation devient particulièrement grave, l'Armée, seule force organisée



et homogène, apparaît toujours comme l'ultime recours : l'arrivée des militaires au pouvoir signifie avant tout l'échec des forces politiques classiques.

II. Le Chili avait connu, jusqu'à la venue au gouvernement de l'Unité Populaire, un degré de développement économique et surtout politique, qui lui donnait une place de choix en Amérique Latine. En particulier, l'attitude strictement légaliste et apolitique de son armée était un phénomène assez rare dans le sous-continent pour être également souligné. Mais l'action de M. Allende a réussi à créer, au bout de trois ans, les conditions de base que l'on retrouve lors de toute intervention des Forces Armées en Amérique latine : faillite économique et affrontements sociaux violents ; impuissance du gouvernement d'Unité Populaire ; blocage de la vie politique dû, sur le plan constitutionnel, à un système présidentiel de type nord-américain qui n'avait jamais été prévu, lors de son adoption en 1925, pour un Président marxiste devant gouverner avec un Congrès à majorité anticommuniste. Il en résultait une crise aiguë qui culminait en juillet et août derniers et à laquelle venaient s'ajouter, dans le même sens, des menaces très sérieuses pour la cohésion des Forces Armées : sollicitations répétées de M. Allende pour faire participer des chefs militaires au gouvernement ; action subversive de l'extrême gauche dans

certaines unités de la Marine ; surenchère des membres les plus durs de la coalition gouvernementale réclamant la mise en place de milices populaires et la disparition de l'Armée classique ; présence d'armes nombreuses chez les extrémistes des deux bords, rendant possible, entre civils, un affrontement violent et généralisé à propos duquel les Forces Armées risqueraient de se diviser.

Au total, l'impuissance de M. Allende à résoudre la crise grave de juillet et août 1973 et les menaces qui en résultaient à la fois pour la sécurité intérieure du pays et pour l'institution militaire elle-même, ont conduit les chefs militaires chiliens à déclencher le coup d'Etat du 11 septembre 1973. Ils l'ont fait à la tête d'une Armée de conscription, donc politiquement représentative de toutes les tendances du pays, qui n'a agi au profit d'aucun parti d'opposition mais pour son propre compte. M. Allende n'est pas tombé parce qu'il était marxiste, mais parce qu'après trois ans de pouvoir, il avait plongé le pays dans le chaos et ne pouvait plus continuer sa « révolution dans la légalité ».

DESTINATAIRES :
— Diffusion I - B.2 -
D (+ CAB)

(1) — Guatémala, Honduras, Salvador, Panama, Brésil, Paraguay, Bolivie, Chili, Pérou, Equateur.

Pendant les vacances
faites de la
publicité pour "TS"
sur la plage!

